

Chapitre 1. Travail, activités et dignité humaines: horreurs et erreurs économiques

Introduction:

L'homme vit dans un monde qui lui semble de plus en plus difficile à maîtriser. La misère touche le cinquième de l'humanité, le spectre du chômage hante l'ensemble du monde développé, et aucune recette miracle n'apparaît à l'horizon. En dépit, ou à cause, des innovations technologiques de plus en plus fréquentes, innovations qui impactent tous les domaines de sa vie, de l'agro-alimentaire aux transports, du logement aux télécommunication, de la santé aux loisirs, l'être humain semble dépassé par l'évolution de deux 'variables': l'information et le temps.

Non seulement nous devons tous faire face à une quantité de plus en plus grande d'informations disponibles: elles doublent chaque année. Mais nous avons aussi à gérer, et digérer, un raccourcissement apparent du temps (deux mn pour envoyer et recevoir un message électronique à l'autre bout du monde contre huit jours, au minimum, pour une lettre 'postale' classique). Après le premier moment d'émerveillement passé, chacun d'entre nous peut sans doute se demander: à quoi bon? Si ces tonnes d'information, ce rythme de plus en plus accéléré, nous conduisent à un monde de plus en plus 'horrible', ne vaudrait-il pas mieux s'arrêter, ou même rebrousser chemin? Mais peut-être est-il déjà trop tard?

Dans le présent essai, nous essaierons cependant de montrer que le pire n'est pas sûr, et que la morosité, le fatalisme, voire le désespoir ambiants ne sont pas nécessairement justifiés. Bien au contraire, cette disponibilité de plus en plus grande de l'information, cette accélération du temps peuvent être sources d'espoir, dès lors que l'on accepte de changer son regard sur le monde, dès lors que l'on accepte d'abandonner l'idée d'un monde statique, achevé - sinon 'parfait'. Nous ne sommes pas - l'avons-nous jamais été ? - dans un monde immobile, ou cyclique, dans lequel tout serait déjà écrit. Nous sommes au contraire dans un monde mobile, dynamique, en perpétuelle évolution, même si cette évolution apparaît comporter nombre d'effets négatifs. L'environnement économique ne correspond ni de loin, ni de près, à un ensemble ou une juxtaposition de marchés plus ou moins parfaits et statiques. Il est fait, au contraire, d'innovations perpétuelles, de décisions de consommation et d'anticipations de production qui ne coïncident pas nécessairement. Il est fait d'une série perpétuelle d'essais et d'erreurs qui participent à la vie, bonne ou mauvaise, du monde. L'avenir du monde n'est ni déterminé, ni déterministe, l'état actuel du monde n'est pas celui du septième jour de la Genèse.

L'être humain, c'est sa liberté, certains diraient sa grandeur, a le pouvoir de prendre en mains son destin, collectivement et individuellement. Faut-il encore qu'il ne se trompe pas sur les moyens dont il dispose. Personne n'oblige l'homme à avoir une position boulimique vis à vis de l'information: encore faut-il qu'il soit humble et qu'il accepte de considérer qu'il ne peut pas, qu'il ne peut plus, tout savoir. L'honnête homme du 21ème siècle ne sera pas celui qui saura tout sur tout, c'est impossible. Lorsque l'information accessible, que ce soit sur Internet ou sous forme plus traditionnelle, s'accroît si rapidement, comment prétendre tout savoir? L'honnête homme nouveau sera plutôt celui qui cultivera ses compétences, ses points forts, tout en connaissant ses limites, et en reconnaissant que ces limites lui imposent d'entrer dans des *relations de partenariat* avec d'autres êtres humains, aux compétences complémentaires. L'honnête homme du 21ème siècle aura ainsi dépassé le syndrome du 'premier de la classe', syndrome qui n'a pas surgi à l'occasion de la création de la si critiquée E.N.A., ni même lors de la création des grandes écoles françaises, un siècle et demi plus tôt. Il sommeille en nous depuis la nuit des temps, depuis le péché originel, certains y ont longtemps associé l'instinct de survie. 'Ne compter que sur ses propres forces' avait peut-être un sens il y a des milliers d'années, ou même quelques centaines, mais, de nos jours cela semble à la fois bien arrogant et fort inefficace. Sûr de ses compétences, certes, mais conscient de ses limites, notre honnête homme aura à cultiver l'humilité et le respect des compétences de ses partenaires, dans et hors l'entreprise, dans et hors sa vie professionnelle ou 'privée'.

Il reconnaîtra aussi que le temps, sa gestion, sa maîtrise, resteront toujours un mystère, comme celui du 'big bang'. Mais cela ne doit pas l'empêcher d'essayer d'approcher ce mystère, celui du déroulement et de l'accélération apparente du temps, autant que faire se peut. La vitesse du son n'est pas infinie, il a pourtant fallu attendre la fin des années 40 pour qu'un avion la franchisse. La vitesse de la lumière n'est pas non plus infinie, même si elle apparaît être, pour la plupart des théoriciens, une barrière absolue, et donc plus infranchissable encore que celle du son. Les réseaux informatiques utilisent pourtant déjà cette vitesse, ou peu s'en faut, pour véhiculer une des ressources les plus importantes du monde moderne, l'information. Les capacités de réaction de l'homme sont intrinsèquement beaucoup plus réduites. Entre la vitesse de déplacement de l'électron et celle de l'homme, ou même celle de son influx nerveux, il n'y a pas de commune mesure. Cela n'empêche pourtant pas le cerveau humain, et sa créativité, de tenir la dragée haute, encore pour quelque temps, aux capacités de calcul de l'ordinateur, même si lors d'un dernier tournoi d'échec, fort médiatisé, 'Deep Blue' est venu à bout du champion Kasparov. Certes, à 'armes égales', c'est à dire lorsque l'on accepte de livrer bataille à l'ordinateur sur son propre terrain, celui du calcul 'combinatoire', algorithmique, 'bête', le combat est perdu d'avance, la puissance de calcul d'un ordinateur est incomparable, et double, de plus, tous les 18 mois. Mais il ne tient qu'à nous de choisir notre terrain, puisque sur des terrains plus 'fins', plus interactifs, plus 'humains', l'ordinateur n'a encore jamais montré une véritable 'intelligence', qu'on la décrète, ou non, artificielle. Nous sommes en particulier encore très loin d'une victoire de l'ordinateur sur l'homme dans des jeux aussi subtils que le jeu de Go, dans lequel l'influence de position et de forme entre les pierres remplace la force hiérarchique, et cartésienne, des pièces de l'échiquier.

Déterminer et choisir l'information et le temps pertinents, dans un monde de plus en plus dynamique, voilà un beau défi pour notre époque. Dire que le monde contemporain est dynamique ne signifie pas qu'il évolue nécessairement en 'bien', évidemment: il peut y avoir de 'mauvaises' dynamiques. Dans cet essai, sans nécessairement faire de cette opposition un jugement de valeur, dynamisme est opposé à statisme, comme la vie est opposée à la non-vie, ou la naissance à la mort. L'environnement du monde a changé, et la vitesse de ce changement s'accélère. Ce peut être une grande chance pour l'humanité, ou au contraire un grand danger. Mais la pire 'horreur' serait de ne pas s'en rendre compte, et d'appliquer de vieilles recettes -- que ces vieilles recettes soient humanistes ou technocratiques, spirituelles ou matérialistes -- à un monde en train d'éclorre.

L'horreur économique: de quoi parle t-on?

Dans un essai best-seller, V. Forrester écrit que nous nous obstinons à ne pas reconnaître que nous vivons dans un monde disparu, ce 'nous' s'appliquant sans doute à chacun d'entre nous, aussi bien à gauche qu'à droite: "Nous posons toujours les mêmes questions fantômes...[alors que] nous participons d'une ère nouvelle, sans parvenir à l'envisager..."

Cette époque disparue, c'est aussi celle d'un monde relativement stable, dans lequel on pouvait classer relativement facilement les différentes catégories de travail et de travailleurs, dans lequel ceux qui faisaient partie du 'monde du travail' étaient relativement interchangeable, dans lequel le 'partage du travail', la loi Robien ou les thèses keynésiennes auraient pu avoir un certain impact pour lutter contre le non-emploi.

L'époque nouvelle est beaucoup plus complexe et éclatée, ce qui ne signifie pas que certains doivent se contenter de simples miettes. Cette époque est en effet, et le sera de plus en plus, celle de l'information, de l'individu, de la diversité. C'est une époque qui voit peu à peu de nouveaux facteurs clés de compréhension, sinon de succès, remplacer les précédents. Les structures figées sont parfois bousculées, sinon remplacées, par des schémas évolutifs, ou 'patterns', transversaux. La centralisation fait parfois place à la décentralisation, le pouvoir descendant doit parfois subir, à son corps défendant, quelques atteintes d'auto-organisation. Pensons ainsi aux diverses coordinations et leurs demandes de reconnaissance remplaçant les structures et les 'centrales' syndicales - et leurs mots d'ordre. Dans le contexte des entreprises, pensons aussi au 'reengineering' et à ses différents courants. Le courant froid et quelque peu myope de l'optimisation interne: faire plus avec moins, le courant chaud, plus

généreux, de la création de valeur: faire mieux, autrement. Mentionnons enfin le retour à la véritable mission des entreprises: leur "orientation-client", si longtemps oubliée dans un monde dominé par les monopoles et les marchés dits d'Offre. Dans ce monde turbulent, l'immatériel remplace de plus en plus le matériel, l'intangible le tangible, le service le produit. Dans ce nouveau monde, il s'agit bien souvent pour l'entreprise de vendre avant de produire, et pour le leader de faire partager une vision de l'avenir plutôt que de s'asseoir sur son pouvoir passé, fut-il glorieux. Nos administrateurs et gestionnaires vont devoir se transformer - mais le peuvent-ils vraiment -- en leaders et managers. A quand le remplacement de l'E.N.A. par des E.R.M., écoles régionales, décentralisées, de Managers, des entrepreneurs d'un type nouveau? L'E.N.A. a bien remplacé la défunte Ecole de la France d'Outre Mer...

De fait, face au constat 'factuel', partagé par beaucoup, d'une révolution informationnelle incontournable, l'imagination humaine semble en panne, au moment même où elle devrait prendre le pouvoir. Un certain nombre de responsables ont pourtant tiré la sonnette d'alarme, à gauche (un peu) comme à droite (davantage), du nouveau ministre de l'Economie, Dominique Strauss-Kahn au sénateur RPR Pierre Laffite, en passant par les anciens ministres Alain Madelin et François Fillon, sans oublier le plus 'branché' de l'ancienne génération, le père du futuroscope et président du Sénat, René Monory. En dépit pourtant de ces prises de position, tout se passe comme si ce n'était que de la gesticulation épistolaire ou oratoire à la Pagnol, dans le genre 'retenez-moi où je fais un malheur'. Le malheur, c'est justement que si nous ne faisons rien, si nous nous contentons de déplorer, de dénoncer, ou d'acclamer, les temps nouveaux, ceux d'Internet et des nouvelles technologies relationnelles, le malheur arrivera vraiment. Les bons apôtres pourront toujours se consoler en disant: 'je vous l'avais bien dit' - piètre consolation pour des responsables censés impulser la France vers un avenir meilleur. Autre piètre consolation pour les responsables politiques. Nos chefs d'entreprise semblent au moins aussi frileux et attentistes que les politiques vis à vis du phénomène Internet, pendant que leurs collègues nord-américains, des Etats-Unis ou du Canada, se lancent à toute vitesse dans la conquête de ce nouveau monde. Nous n'avons sans doute pas fini de payer le prix de l'exception culturelle française et le refus de tout ce qui n'est pas écrit dans la langue de Molière, sans parler de l'arrogance naturelle ('non inventé ici', Not Invented Here) dans la patrie du Minitel et de Descartes.

L'imagination face à la tradition et aux pesanteurs des 'avantages acquis':

En dépit de tous ces freins, l'avenir, notre avenir, celui de nos enfants, n'est pas encore écrit. Il sera en partie ce que nous voudrions qu'il soit, même si cela ne peut aller sans révisions parfois déchirantes, ni sans efforts parfois douloureux. Après un accident de la route, la rééducation est souvent pénible et douloureuse, de nombreux champions peuvent en témoigner. Il faut pourtant accepter d'en passer par là, ce qui n'est possible, et même envisageable, que si on a un objectif à réaliser, la souffrance pour la souffrance n'ayant pas de sens. C'est aussi en cela que la plupart des thèses socio-économiques en présence sont, de gauche comme de droite, résolument archaïques. Elles ne véhiculent aucun grand projet mobilisateur, ne proclament aucune finalité 'existentielle'. Il est clair qu'avoir comme seule noble cause un problème 'trivial' de gestion de gros sous est un peu limite. Se battre pour ou contre le déficit de la sécurité sociale semble peu exaltant, même si ne rien faire pour réduire ce déficit revient à faire payer les générations futures le prix de notre lâcheté et insouciance actuelles. Aujourd'hui, *on rase, ou on soigne, gratis*, nos enfants, ou ceux des autres, les *futures générations*, tel le marquis de Caraba des contes de Perrault, *seront là pour régler la note*. Piètre projet et perspectives d'avenir que nous offrons là à nos jeunes. Le ¼ d'entre eux est actuellement sans emploi, et ils sentent tous plus ou moins confusément que, plus tard, ils seront, pour les chanceux (?) qui auront trouvé du travail, écrasés d'impôts afin de rembourser la dette publique accumulée soit par leurs parents, ce qui serait un moindre mal, soit par ceux qui n'auront pu, ou voulu, avoir d'enfants.

C'est ici et maintenant qu'il faut réagir, indépendamment de tout le battage fait autour des critères de convergence de la monnaie unique. C'est ainsi que l'ancien président du C.N.P.F. peut fort justement écrire¹ que les français refusent de "tirer les conséquences d'une gravité qu'ils dénoncent eux-mêmes

¹ dans la revue 'Entre Rhin et Rhône' de janvier-février 97

...Nous refusons toute thérapie qui nous procurerait une rémission durable parce qu'elle est urticante ou douloureuse... en [recherchant] des mesures indolores, qui ne coûteraient rien, et qui créeraient des emplois..." Par une sorte d'effet cliquet, ce qu'Yvon Gattaz appelle I.A.A., *Irréversibilité des Avantages Acquis*, les seules décisions, projets, propositions que semblent susceptibles de faire les princes qui nous gouvernent sont des projets de type 'sédimentaire'. On prend l'existant, et on ajoute des choses, des règlements, des lois, des subventions, des commissions, des impôts, ...

Qu'on ne se trompe pas sur mon propos. Je ne propose pas 'plus de rigueur'. La rigueur pour la rigueur n'a pas de sens, si elle ne correspond pas à un projet mobilisateur. J'ai suffisamment critiqué par ailleurs la thèse des obsédés de la restructuration et du 'dégraissage' pour ne pas tenter d'éviter le même travers. Il se trouve simplement que pour aller d'un point à un autre, pour abandonner une situation donnée en vue d'aller vers une situation jugée meilleure, il n'est pas toujours possible d'agir sans remettre en cause une partie de l'existant. Faut-il encore que les grandes lignes de la situation projetée soient annoncées, comprises et jugées acceptables par ceux à qui on propose ce voyage. Cette remise en cause peut apparaître, par certains côtés, difficile, voire rigoureuse, elle ne doit en aucun cas être décidée et planifiée dans des moindres détails par le 'sommet' - de l'Etat, de l'Entreprise, du Parti ou de la Centrale syndicale, et imposée ensuite au 'vulgum pecus'. Quand elle n'est pas, pire encore, cachée à la plupart des 'vulgaires voyageurs' par ceux qui se croient investis de la mission suprême de décider à quelques uns du bien du plus grand nombre, sans concertation, sans faire appel à la coopération et aux compétences de leurs 'administrés', 'sujets' traités en objets. Cette remise en cause de l'existant, du moins est-ce une partie de la thèse défendue dans ce livre, concerne en premier lieu les activités humaines et plus spécifiquement le travail, salarié et non salarié, rémunéré et non rémunéré. Il n'est pas interdit, dans ce domaine très sensible, d'être à la fois imaginatif et de pratiquer le 'parler vrai', même si depuis Machiavel nous savons qu'il est très difficile de faire bouger les choses, même (et peut-être surtout) lorsqu'elles sont animées.

C'est d'ailleurs en particulier sur le travail et ses différents modes que les thèses économiques prétendues modernes, là encore de droite comme de gauche, sentent furieusement l'antimites. Elles ne traitent du travail qu'en tant que facteur de production - point de vue micro-économique - ou qu'en tant que 'marché du travail', dans lequel offreurs d'emplois et demandeurs d'emplois se rencontreraient avant de faire affaire. Quant à ce qui concernerait le fonctionnement concret et les missions des entreprises, cela leur semblerait presque obscène, car non scientifique, d'y jeter un simple coup d'oeil. De fait, les économistes qui sont pourtant censés aider nos hauts responsables à prendre des décisions économiques d'importance semblent considérer l'entreprise comme une boîte noire, avec des entrées - flux financiers, subventions, produits divers, heures travaillées - et des sorties - marchandises, bénéfices, taxes et impôts divers - en fait comme un simple agrégat plus ou moins statique, et peu intéressant, de facteurs de production. Certains de nos économistes 'oublient' même de parler de ces entreprises (Marx lui-même n'a pas non plus totalement échappé à ce travers).

De même en ce qui concerne la théorisation des échanges commerciaux et la problématique de la confrontation entre l'Offre et la Demande, nos théoriciens de l'économie font là encore référence, plus ou moins explicitement, à un contexte du passé, et dépassé. Ce contexte, c'est celui d'un monde relativement stable dans lequel l'évolution des métiers et le renouvellement des générations allaient peu ou prou au même pas. Cette relative stabilité a pu 'justifier' à la fois le pouvoir dominant, parfois exorbitant, des détenteurs des moyens de production (les capitalistes) et la critique forte, elle aussi parfois exorbitante, des anticapitalistes. Dans le contexte contemporain, celui de l'ère de l'immatériel, de la connaissance et de l'information, peut-on encore affirmer que ce sont l'énergie ou la force pure qui dominent, ou même la possession d'un capital monétaire? Ne serait-ce pas de plus en plus l'intelligence, l'innovation, l'information, la mise en synergie de la diversité des talents. Ne doit-on pas enfin remettre en question le sens donné depuis des millénaires à la phrase du Livre de la Genèse: 'l'homme gagnera son pain à la sueur de son front'?

Serait-il sacrilège d'essayer d'éclairer la vie de l'homme à la lueur de l'intelligence, individuelle et collective, du genre humain? Entre transpiration et inspiration, serait-il interdit de choisir la deuxième voie, et de chercher à développer cette intelligence permise par l'évolution des technologies. Il est vrai

que les diverses civilisations humaines n'ont pas souvent montré qu'elles faisaient passer la grandeur de l'homme, et le bien commun de l'humanité, avant la maximisation d'intérêts particuliers. Mais nul n'a non plus montré, en dehors peut être de certains exégètes tenants de la punition biblique (?), que la sueur, même si elle est quantitativement mesurable, a plus de valeur humaine, sinon économique, que l'intelligence et l'innovation, et que le seul travail respectable se doit d'être consommateur d'énergie physique et producteur de litres de sueur. En d'autres termes, le véritable travail serait-il le travail 'primitif', au sens premier du mot, sans artifices technologiques qui ne feraient qu'éloigner l'homme de ses semblables et de sa vocation première?

Le travail, créateur de richesses, facteur d'inégalités sociales?

Nous touchons là à un paradoxe fondamental: plus le travail est efficace, en tant que créateur de richesses, plus il semble chargé, ou porteur, d'inégalités sociales. Faudrait-il donc privilégier l'égalité, au détriment de l'efficacité, à moins que ce ne soit l'inverse? On sent bien que la réponse, si elle existe, n'est pas simple, et qu'elle est sans doute, elle aussi, contingente. Il est en effet indéniable que l'évolution technologique a le plus souvent été accompagnée de distorsions inégalitaires : est-ce une raison pour s'y opposer coûte que coûte? Lorsque nos ancêtres chassaient le mammoth ou l'auroch, entre le chasseur très efficace, qui mangeait à sa faim les meilleurs morceaux, et l'éclaté qui devait se contenter des restes, il n'y avait sans doute pas une différence considérable dans la quantité de viande et les calories consommées. Nous manquons certes de chiffres, l'INSEE n'ayant pas encore été inventé et les fresques de Lascaux ayant été peu explicites sur ce point. Mais on peut imaginer que cette inégalité de consommation et de 'pouvoir de vivre' - le pouvoir d'achat n'ayant pas de sens à cette époque - se mesurait en un facteur 'inégalitaire' de 5 ou de 10. Il est vraisemblable que, de nos jours, entre le revenu d'un Bill Gates et celui d'un S.D.F., le facteur d'inégalité est plus proche de 50 ou 100 000. Si le seul 'critère' à optimiser (ici à minimiser) est le facteur d'inégalité, nous pourrions en conclure que la civilisation des cro-magnons ou des néandertaliens était plus 'digne' que la civilisation occidentale actuelle, en particulier dans son expression nord-américaine. La grandeur de l'homme en était-elle plus assurée? J'ai quelque mal à le croire, et je ne suis sans doute pas seul en cela.

Bien sûr, personne ne soutient à l'heure actuelle une position aussi extrême, personne ne souhaite revenir à l'âge des cavernes, et le lecteur peut penser que je force le trait démesurément en opposant trop fortement efficacité économique et égalité de revenus! J'aimerais en être sûr. Les tenants du 'communisme' (primitif ou non), ou encore ceux de l'économie (totalement) distributive mettent souvent l'accent, à juste titre, sur les différences énormes de revenus entre les plus riches et les plus pauvres, à l'intérieur d'un pays donné, ainsi qu'entre deux pays ou nations. Et il est vrai que, sur ce point, les statistiques sont accablantes. Certains pays riches deviennent de plus en plus riches, et certains pays pauvres ne voient aucune amélioration de leur niveau de vie, certains s'appauvrissant même davantage. De même, à l'intérieur d'un pays dit riche, membre du "G7", comme la France, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est creusé pendant les dix dernières années. Nous avons là un vrai problème, celui de la pauvreté, parfois même de la misère, d'un grand nombre de personnes. Mais attention à ne pas sauter trop vite aux conclusions ou à se tromper de priorité. Lorsque l'on déclare *que certains sont trop pauvres, et d'autres trop riches*, cela est sans doute vrai. Mais de là à dire qu'il suffit de prendre aux nantis pour donner aux exclus, c'est un peu court. Certains 'nantis' contribuent à la richesse collective, par leur travail, leur imagination, leur créativité, alors que d'autres vivent en 'parasites': les fameux 'rentiers' dénoncés par Keynes. Il serait sans doute bon de prendre cela en considération. Sans aller jusqu'à dire que trop d'impôts tue l'impôt, ce qui est globalement vrai, mais localement faux, il vaudrait sans doute mieux dire que *c'est la complication, la non transparence, les changements incessants de règles du jeu qui tuent l'impôt en décourageant les plus 'productifs'* et les plus créateurs de richesses. Si certains impôts doivent 'euthanasier' certains types de rentes de situation - autres avantages acquis - pourquoi pas, dès lors que les règles du jeu sont claires et ne fluctuent pas en fonction des dernières lubies des princes qui nous 'administrent', à défaut de nous gouverner.

Avant de se focaliser sur ce problème d'inégalités de revenus, ne conviendrait-il pas de se poser, de nous poser, une autre question, plus fondamentale peut être, puisqu'elle porte sur la dignité de

l'homme et sur la solidarité humaine, indépendamment même du type de fonctionnement économique, 'communiste' ou 'capitaliste' de la société. La première priorité, ne serait-ce pas de promouvoir la dignité humaine, en assurant au moins un revenu minimum à chaque individu, à chaque être humain, à chaque personne vivant sur notre planète? Le plus important, n'est-ce pas de faire cesser un premier 'scandale', celui d'avoir, en France, plus de cinq millions de personnes percevant moins de 2500 F par mois, et près de 2 millions en percevant sans doute moins de la moitié? Ce qui ne signifie pas nécessairement, pour autant, qu'il faille faire la chasse aux producteurs de richesses. Pour assurer un revenu minimum de dignité à chacun, il est peut être plus efficace d'avoir une économie qui fonctionne correctement qu'une économie qui manque de tout.

Certains pourront dire, en oubliant là encore le point de l'efficacité économique globale de la société, qu'inégalité des revenus et misère sont liés, et qu'il suffit de faire des portions plus équitables, voire égales, dans le 'gâteau national' (en négligeant un peu vite le rôle des cuisiniers, c'est à dire des entreprises, qui le confectionnent et le cuisent). Cette position 'égalitariste' n'apporte qu'un éclairage (très) partiel sur la misère et l'exclusion. Sans remonter à l'âge de pierre ou même du bronze, les exemples des anciens pays communistes d'Europe de l'Est sont suffisamment probants. On pouvait ainsi lire, juste avant la chute du mur de Berlin, dans le San Francisco Chronicle, un juriste russe s'exprimer ainsi²: " C'est notre mentalité slave. On [accepte d'] avoir faim, si chacun a également faim. [Mais] si quelqu'un vit bien et que quelqu'un vit mieux, ceci est le capitalisme, et c'est [donc] mieux que chacun ait faim. Cette mentalité est un des principaux freins à la perestroïka.. ”.

Il n'est pas vraiment sûr que cette mentalité ne soit 'que' slave, l'envie étant, dit-on, un des sept péchés capitaux. Regardons quelques chiffres, en prenant le cas de la France. En 30 ans, quelles que soient les statistiques utilisées (CREDOC, INSEE, OCDE) le niveau de vie minimum, et pas seulement le niveau de vie moyen, a assez nettement augmenté en France, en dépit des crises successives. Le taux moyen d'augmentation a certes été moins fort qu'entre 1945 et 1975, mais il est resté assez nettement positif. On pourra certes m'objecter, même si les statistiques sont moins claires à ce sujet, que la différence entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres s'est accentuée. Cela pourrait expliquer, d'ailleurs, que, devant une répartition des richesses moins inégalitaire à l'époque, les slogans de mai 68 aient porté davantage sur les changements à apporter à la société de consommation que sur la misère ambiante, qui était pourtant, 'objectivement', plus grande (mais l'espoir de s'en sortir était lui aussi plus grand). Il est vrai aussi que le nombre des chômeurs était alors 8 à 10 fois moindre. Tout ceci suggère que de nombreuses revendications sociales sont contingentes et correspondent à une époque bien particulière. Il faudrait sans doute davantage en tenir compte lorsque la gauche, la plupart des syndicats, et une certaine droite refusent d'entendre parler de remise en cause de certains 'acquis sociaux' - toujours le syndrome I.A.A. si justement critiqué par l'ex patron des patrons. Qu'en pensent nos chômeurs, et nos contribuables : 20% de plus de prélèvements sociaux depuis 1980, pour un nombre de chômeurs triple, et dix fois plus de S.D.F. Plus généralement, l'Etat ne peut avoir un discours ou un projet à connotation sociale sans tenir compte de l'environnement et des conditions économiques. Un tel 'irréalisme' n'a pas de sens, Marx l'avait montré, nous l'avons sans doute un peu vite oublié. A l'inverse, une interrogation légitime serait aussi de se demander si les projets économiques peuvent ignorer l'environnement social. Comme nous le reverrons plus loin, là encore il serait irréaliste, et donc inefficace, de procéder ainsi. Même si l'on peut se demander si c'est à l'Etat d'avoir des projets économiques, si son rôle ne serait pas plutôt de fixer de grands principes sociaux et politiques, et de veiller à ce que ces principes soient respectés.

Pour illustrer ce principe de l'interaction plus ou moins bien comprise entre la sphère sociale et la sphère économique, revenons à la question des avantages acquis. On se souvient de la position de François Mitterrand lors de la deuxième cohabitation, celle de 1993-1995, qui s'était fait le champion de la défense des avantages acquis. Quelle que soit la raison, tactique ou idéologique, de cette position, c'est ce que l'histoire retiendra de la fin de son deuxième septennat. On pourrait penser que Lionel Jospin, certes dans une toute autre position, a un comportement plus 'ouvert' ou moins idéologique, puisqu'il s'est attaqué fort rapidement à au moins un avantage acquis, celui des Allocations Familiales.

² San Francisco Chronicle, december 13, 1989.

Le premier ministre a en effet déclaré, lors de son allocution du 19 juin 1997 devant l'Assemblée Nationale que l'obtention de ces prestations, destinées à des familles d'au moins deux enfants, serait maintenant soumise à des conditions de ressources. Le dogme des avantages acquis ne serait-il plus un dogme? Voilà enfin des avantages acquis disparus! La société française n'est pas aussi bloquée que des esprits chagrins se complaisent à le dire: voilà qui serait une bonne nouvelle... Certains cyniques pourraient faire remarquer, en faisant référence au fameux 'peuple de gauche' de mai 81, que ces avantages acquis retirés affecteront sans doute bien davantage le 'peuple de droite'. D'autres 'fins observateurs' - parfois les mêmes - pourraient aussi noter à cette occasion que une telle décision est peut être de courte vue, compte tenu de l'évolution actuelle et prévisible de la démographie. De fait, non seulement cette évolution est telle que les enfants vont être de moins en moins nombreux pour financer plus tard la retraite de ceux qui n'auront éventuellement pas eu d'enfants, mais encore leurs parents 'nantis' vont avoir moins de ressources pour attendre eux-mêmes leur propre retraite. Il n'empêche, une mesure de remise en cause d'avantages a été annoncée, même si celle-ci en particulier peut paraître critiquable. Si cette mesure en annonce d'autres, concernant par exemple certaines rentes de situations issues de la Libération, pourquoi pas! Lionel Jospin a réclamé le droit à l'erreur, comme principe de gouvernement, ce qui montre à la fois sa volonté de gouverner autrement ainsi qu'une certaine humilité, ce qui est assez nouveau en politique.

Il y a cependant plus grave qu'une éventuelle erreur, au moins au niveau des principes et de la démarche, voire de la philosophie sous-jacente. La décision de 'conditions de ressources' n'est sans doute pas scandaleuse, même si elle ne va pas dans le sens d'une fiscalité simplifiée et transparente. Peu de familles en souffriront plus que de raison. Mais la façon de procéder est archaïque. Une telle décision est tactique, pour ne pas dire politicienne. Elle recherche essentiellement un effet d'annonce, un peu comme les mesures de nationalisation prises en 1981, ou comme le principe du 'ni-ni' (ni nationalisation nouvelle, ni privatisation) de 1988. Ce dont ne se cache d'ailleurs nullement son promoteur qui en a déclaré haut et clair la signification symbolique lors de son intervention télévisée du 3 juillet 1997.

Ce qui est beaucoup plus contestable encore, car encore plus 'conservateur', c'est qu'au lieu d'aller dans le sens d'une remise à plat de l'ensemble de la fiscalité et des prestations et subventions de toute sorte, une telle mesure va encore rajouter un contrôle et une discrimination supplémentaires. Certes, sur le plan politique, une telle mesure n'est pas porteuse de problèmes ou annonciatrice de grandes manifestations de rues. A la veille des vacances scolaires, les familles se mobilisent moins aisément et font moins de bruit et de dégâts que les pêcheurs bretons, les employés de la SNCF, les guichetiers du CIC, le personnel navigant d'Air France ou les chauffeurs routiers. Ce qui semble très significatif, en tout cas, et c'est peut être cela le plus grave, c'est qu'en dépit de sa volonté affichée, et sans doute sincère, de gouverner autrement, le nouveau premier ministre reste dans la logique de ses prédécesseurs - même si c'est à une meilleure transparence près, ce qui n'est pas négligeable.

Cette logique est encore et toujours une logique dirigiste et de confrontation, certes habile, puisqu'elle agit suivant la ligne de moindre résistance. Mais elle intervient à un moment où, personne n'attendant de miracles à court terme, une logique plus moderne, plus innovante, plus systémique aurait pu commencer à prendre place. Déshabiller Pierre pour habiller Paul, et rester ainsi dans une logique à somme nulle, voire négative, n'est pas fondamentalement innovant. De fait, dans le contexte bien particulier d'une politique familiale, alors que chacun sait que la population française vieillit dangereusement, le gouvernement a décidé de *faire, là encore, plus, ou moins, de la même chose, au lieu de faire différemment*. Nous sommes bien loin d'un véritable 'reengineering' chaud, ou reconception, de l'Etat, bien loin d'une démarche de concertation, de coopération et d'intelligence partagée. Au lieu de gouverner 'autrement', Lionel Jospin a choisi de gouverner de la même façon, mais pour d'autres 'clients'. Il n'est pas sûr que la collectivité s'en porte mieux.

Pour en revenir au côté normalement, naturellement, nécessairement contingent de toute mesure prise dans un monde en évolution permanente, nous ne voulons nullement suggérer que, le 'mieux' étant relatif, du moins à l'échelle humaine, l'on peut faire tout et n'importe quoi. *Ce ne sont pas les principes qui sont contingents*, du moins s'ils sont suffisamment peu nombreux - tels les 10

commandements de la table de la Loi - pour avoir véritablement une portée universelle. C'est leur application, ce sont les mesures d'accompagnement, qui, elles, dépendent de la situation concrète du moment. Il en est ainsi, en particulier, de la définition de revenus minimaux ou de *conditions de vie 'acceptables'*. Pour mes propres enfants, ne pas pouvoir regarder comme bon leur semble la télévision n'est pas acceptable. De même, manger deux ou trois fois de suite du riz ou des pâtes leur semble insupportable. Porter le même tee-shirt ou les mêmes chaussettes deux jours de suite, il n'y a que des parents ringards pour avoir une telle idée: il faut bien que les machines à laver servent à quelque chose. Quand à vouloir leur refuser l'utilisation de la voiture familiale, il ne faut même pas y songer... Cela 'fâcherait' en donnant lieu à des discussions sans fin.

En dehors de ce côté anecdotique, qui illustre cependant le côté évolutif de ce qui est jugé acceptable et de ce qui ne l'est pas, il y a aussi l'effet de diffusion et d'imitation. Le développement universel de la télévision a permis à n'importe quel enfant du bidonville le plus abject du tiers-monde d'avoir accès aux aventures de J.R. Comment cet enfant pourrait-il comprendre que cet étalage de richesses n'est pas pour lui? Comment ne serait-il pas révolté, surtout s'il n'a *personne pour lui indiquer la différence entre le possible et le souhaitable*, entre le nécessaire et le superflu, notions relatives elles aussi. Si ce gamin, pauvre entre les pauvres, pense que la seule façon de se procurer ces richesses qui sont à portée de vue - par télévision interposée - sinon à portée de mains, c'est de s'en emparer délictueusement, par la force ou par le vol, parfois même par la prostitution ou la vente de drogue, pourquoi et comment résisterait-il, si ce sont ses seules valeurs: il n'a pas besoin d'avoir lu Proudhon. Lorsque dans certains bidonvilles, plus de la moitié de la population est sans travail rémunéré, et parfois sans activités du tout, comment ce jeune pourrait-il penser qu'il pourrait travailler, quelle que soit sa bonne volonté et sa consommation de 'sueur', pour acquérir l'objet de sa convoitise.

Certes, les plus anciens de nos lecteurs se souviennent sans doute de l'enseignement de leurs parents, et de leurs maîtres: 'tu te contenteras de ce que tu as, ou de ce que tu peux te payer'. Lorsque les richesses du monde se confondaient dans notre imagination avec le contenu de la devanture du petit épicier du coin, se contenter de ce que nous avons, ou accepter de travailler pour acquérir un peu de superflu, ne demandait sans doute pas un effort surhumain. De nos jours, c'est sans doute beaucoup plus difficile, ne fut-ce que lorsque qu'on se balade dans les rayons d'un hypermarché de banlieue. Alors, quand on regarde Dallas...

A nouveau contexte, nouvelle citoyenneté?

C'est pourtant en ces temps troublés que l'on a besoin de points de repère, et peut être de quelques grands principes. A ce sujet, il n'est pas sans intérêt que Lionel Jospin ait mis l'accent, dans sa déclaration de politique générale, sur son souhait de *retour en force de l'éducation civique* dans les écoles. Ce souhait est respectable, même s'il n'est peut être plus de saison de croire que l'école de la 'république' puisse encore être un facteur essentiel d'intégration sociale. L'école pour tous, certes, dès lors que cette école n'est pas en dehors du monde, et que les 'cartes' qu'on y enseigne permettent réellement de mieux comprendre le monde qui l'entoure. L'école de la république ne peut plus tout à fait être celle de Jules Ferry, celle de la fin du XIX^{ème} siècle. Elle doit être une *école diverse, multiforme, véhiculant quelques grands principes - dont peut-être effectivement celui de civisme, mais aussi celui de responsabilité individuelle* - ainsi que quelques grandes règles de comportement. Si l'on veut, et c'est sûrement souhaitable, régénérer l'école, il faut aussi prendre en compte que les jeunes actuels sont presque aussi souvent devant la télévision qu'en salle de classe. Ils passent de plus presque autant de temps hors du domicile familial - lorsqu'ils ont encore une famille véritable - avec leurs copains. Leurs sources d'information et de confrontation avec le monde sont donc de plus en plus multiples et variées. Pourtant, tout se passe comme si la majorité des enseignants et la quasi unanimité des inspecteurs généraux - ceux qui font et défont les programmes - se croyaient encore au début du siècle avec leurs certitudes et leurs connaissances. Leurs connaissances sont certes indiscutables. Ils en savent sûrement beaucoup sur le passé, beaucoup plus que leurs élèves ou étudiants. Mais en savent-ils tant que cela sur la situation présente, et sur l'avenir à proposer à tous ces jeunes?

Combien d'enseignants intègrent-ils véritablement l'actualité dans leurs enseignements? Combien se contentent-ils seulement de contrôler des connaissances livresques, - certes plus faciles à évaluer - au lieu de développer les compétences de ceux qui leur sont confiés. Combien se sont-ils réellement posés la question de savoir ce qui les faisait vivre au quotidien, et sur quelles ressources étaient prises leur rémunération? Comme le disait un député, humoriste sans le savoir, dans l'entre-deux guerres: il faut demander plus à l'impôt, et moins au contribuable! Combien d'enseignants ont-ils réellement pris conscience de la réalité économique incontournable des entreprises 'libérales'. Combien d'enseignants ont-ils pris le temps, éventuellement sur leurs congés, *d'étudier de l'intérieur ne fut-ce qu'une ou deux entreprises de leur région*? Combien de ces formateurs incontournables ont-ils donné à leurs élèves l'envie d'entreprendre, au lieu de les en dégoûter en assimilant sans nuances entrepreneurs et 'profiteurs'?

Faut-il après cela s'étonner de constater que la France manque cruellement d'entrepreneurs, de vendeurs, et de *P.M.E., P.M.E. qui dans tout autre pays moderne représentent un bien plus grand gisement d'emplois que les grandes entreprises bureaucratiques* et taylorisées dont la grande machinerie que représente l'Education Nationale - 1 million 300 000 personnes - n'est en fait qu'une caricature extrême. L'école pour tous, qui pourrait être contre? Mais qu'elle soit diverse, libératrice d'énergie et porteuse de projets et d'ambitions pour le futur, et qu'elle prenne en compte l'évolution du monde. Qu'elle prenne en particulier en compte le fait que le travail tel que nous le connaissons depuis deux siècles, *le travail salarié, ne représente qu'une forme contingente des activités humaines*, la forme salariée, à l'intérieur d'une économie marchande, dont le côté capitaliste n'est plus la caractéristique fondamentale, caractéristique peut être contingente elle aussi, si l'on en croit Marx et Bill Gates, et si l'on en juge par les 'success stories' actuelles qui ne sont pas souvent l'apanage des 'grandes familles' et des 'fils à papa'.

Du travail et un salaire pour chacun...De quoi parle t-on?

Le concept de 'travail salarié', qui n'existe en fait sous sa forme actuelle que depuis moins de deux siècles, est pourtant encore considéré presque unanimement comme la seule référence absolue et universelle, la forme 'essentielle' de travail. Lorsque l'on revendique le 'droit au travail pour tous', implicitement -- et souvent explicitement - c'est le droit au 'travail salarié' (par l'intermédiaire et dans le cadre d'entreprises privées ou publiques). Dans cette vision éminemment réductrice, 'le' coupable de tous nos maux est facile à dénoncer. S'il y a près de 3 millions 200 000 chômeurs 'officiels' (plus un certain nombre de chômeurs déguisés en RMIstes ou autres CES), c'est évidemment la faute du grand capital et de la recherche effrénée de profits. Si les mouvements écologistes réclament moins de voitures dans les villes, pour lutter contre la pollution de ces dernières, et si les gens achètent moins d'automobiles que par le passé, c'est encore uniquement de la faute des fabricants d'automobiles - qui ne sont certes pas exempts de tout reproche.

Dans cette confusion - pas toujours volontaire, pas souvent explicite - entre travail et travail salarié, l'alternative pour combattre le chômage devient elle aussi relativement simple. Si les entreprises ne peuvent volontairement, 'citoyennement', 'librement' satisfaire à ce 'droit au travail', qu'à cela ne tienne. Soit 'on' les y contraindra -- ceci semble figurer en filigrane dans la plupart des programmes qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche. Soit 'on' utilisera les entreprises publiques ou parapubliques pour cela (cf. les propositions des leaders de Force Ouvrière, en décembre 1995, ainsi que la proposition du parti socialiste lors de la campagne législative d'avril-mai 1997, avec ses 350 000 - ou 700 000 - emplois à créer pour les jeunes).

Karl Marx - et à sa suite les tenants du matérialisme historique - avait pourtant tenté de lutter contre la myopie - apparemment toujours d'actualité - des économistes de son époque. Il s'était en particulier battu, parfois contre des théoriciens ou des syndicalistes de son propre camp. Pour lui, aucune analyse économique 'scientifique' - Marx tenait beaucoup à ce qualificatif pour ses propres théories, et raillait les seuls idéologues ou 'bons apôtres' qui n'auraient défendu la classe ouvrière que par 'charité' - ne devait oublier la dialectique entre les diverses formes d'activité permises par les technologies prévalantes à l'époque considérée, et les détenteurs de ces technologies ou de l'accès à ces

technologies. Marx, plongé dans la révolution industrielle née plus d'¼ de siècle avant lui, et ¾ de siècles avant qu'il n'écrive en 1848 le manifeste du parti communiste, avait clairement vu, même si ses arguments n'étaient pas toujours convaincants, le côté contingent du travail salarié. Pour lui, cependant, le travail salarié ne pouvait disparaître que dans le contexte 'progressiste' d'une société sans classes, dans laquelle le prolétariat (ex-salarié) aurait pris le pouvoir définitivement, par disparition pure et simple de son ennemi de classe, le capitaliste.

Quoiqu'il en soit de certaines de ses prévisions ou prophéties – comme le grand soir chanté dans l'Internationale et auquel peu de gens continuent réellement à croire, en dehors peut être de certains CGTistes purs et durs - Marx a donc clairement annoncé, et énoncé, la couleur. Pour lui, le salariat n'était qu'un 'moment' de l'histoire humaine - assez long, sans doute, mais qu'est-ce que deux siècles par rapport aux 20 ou 30 siècles de l'esclavage! Marx, s'il n'a pas toujours eu raison – il croyait, comme tant d'autres, que la science cartésienne et newtonienne, mâtinée d'un peu de dialectique, était la pierre philosophale de toute réflexion scientifique – n'a pas non plus toujours eu tort, en particulier dans ses analyses. Certes, la lutte des classes étudiée et prônée par Marx n'a pas débouché sur la fin espérée par les marxistes, celle d'une société sans classes, dans laquelle il n'y aurait plus opposition entre capitalistes et travailleurs. Mais ce n'est pas parce que la prévision la plus connue de Marx ne s'est pas réalisée – l'établissement de la dictature 'progressiste', transitoire ou non, du prolétariat – qu'il faut nier toute pertinence à son analyse historique des diverses formes du travail, analyse établissant nettement que le salariat ne devait être considérée que comme une forme de travail (rémunéré) contingente, et donc provisoire.

N'oublions pas non plus que les prolétaires décrits par Marx dans 'Le Capital' sont de moins en moins nombreux, au moins dans les pays de l'OCDE. C'est ainsi que la production industrielle 'ouvrière' ne représente déjà plus que moins de 15% de la production totale des biens et services des Etats-Unis, et moins de 20% en France, contre plus de 50% il y a 40 ans. Les 'cols bleus' sont devenus extrêmement minoritaires, et même les communistes les plus intégristes hésitent à assimiler les 'travailleurs du savoir' (appelés par l'ex-patron d'Apple, John Sculley, *knowledge navigators*) à de nouveaux 'prolétaires'. Arlette Laguillier et son fameux 'travailleuses, travailleurs' a un côté de plus en plus désuet, ce qui ne doit pas être étranger à son charme. L'analyse concrète de la situation concrète, pour reprendre des termes chers aux marxistes, nous conduit à affirmer qu'il faut *cesser de prendre de vieilles lunes pour de nouveaux astres*. C'est ainsi que limiter l'étude des 'forces vives' des sociétés contemporaines à l'étude de la 'condition ouvrière', et l'étude des diverses modalités possibles du travail humain à celle du travail salarié, avec ou sans sueur, semble de plus en plus relever d'une myopie proche de la cécité.

Cette cécité ne serait cependant qu'un point de détail si elle ne s'accompagnait pas d'une cécité plus grave encore. Celle qui consiste à lier systématiquement la question du revenu minimum à celui du salaire minimum³, en remplaçant de plus le problème de l'emploi à l'intérieur de la seule catégorie de l'emploi salarié. Comme cet emploi salarié repose, de plus, sur la notion de '*quantité de travail disponible*' - aberration que K. Marx avait d'ailleurs critiquée en son temps (dans Travail Salarié et Capital), quoique pour d'autres raisons - on en arrive aux thèses actuelles sur le 'partage du travail'. Chacun sait bien, pourtant, que les différentes formes de travaux et d'activités humaines sont de plus en plus diversifiées, que les spécialités et les métiers sont de plus en plus nombreux, et que ni la 'sueur' ni la 'quantité de travail' ne sont des unités d'oeuvre représentatives des richesses produites dans une ère de plus en plus dématérialisée. Et pourtant...

³ Cette assimilation, justifiée peut être à l'échelle de la planète, mais sûrement pas dans les pays développés figure aussi dans la célèbre encyclique de Jean Paul II 'Laborem exercens' (1981): " Le salaire, c'est à dire la rémunération du travail, demeure la voie par laquelle la très grande majorité des hommes peut accéder concrètement aux biens ... [Ils] deviennent accessibles au travailleur grâce au salaire qu'il reçoit comme rémunération de son travail...[D'où le juste salaire est celui qui est suffisant] pour fonder et faire vivre dignement sa famille et pour en assurer l'avenir ”.

J'ai longtemps eu la naïveté, comme V. Forrester peut-être, de croire que l'évidence de ce constat, celui du changement d'ère, celui du rôle nouveau du travail, allait être partagée par beaucoup, et mis quelque temps à comprendre le fait suivant. Devant la conséquence apparemment inéluctable de cette mutation profonde de la société, *la fin de l'emploi (salarie) à vie*, chacun (et pas seulement 'on', ou 'les autres') devient conservateur. Ce côté 'conservateur' s'exprime soit par une fuite en avant – le modernisme à tous crins - soit par un archaïsme que même les démocraties populaires ont rejeté - '*partage*' du travail collectif et maintien absolu des avantages acquis, sans penser à des 'troc's' possibles. Entre le Charybde du modernisme, et son cortège de laissés pour compte et d'exclus, et le Scylla de l'archaïsme, le choix n'est évidemment pas simple. D'où la tentation de nier ce dilemme, et de refuser de voir que le monde, et en particulier celui du travail - ou, mieux, celui des activités humaines - a changé. C'est cette cécité qui conduit en particulier à toutes les thèses miraculeuses et les solutions magiques consistant à 'partager le travail' pour résoudre définitivement et instantanément le problème de l'emploi (salarie).

Pourtant, comme le dit Yvon Gattaz, "*Le travail n'est pas une tarte qu'il faut partager en parts plus petites* pour que chacun en ait un petit morceau...Regardons donc ce qui se passe [au Japon, en Amérique, en Allemagne et en Angleterre]...[Ces pays] ont au contraire tendance à reporter l'âge de la retraite vers le haut puisqu'on vit de plus en plus vieux et qu'il faut rééquilibrer les caisses de retraite. Le temps partagé est un mythe qui satisfait l'esprit des gens peu compétents, ceux qui n'ont pas vécu en entreprise" Voir le monde comme il est, et ne pas nier son évolution, voilà une position qui n'est pas non plus très éloignée de celle de Jean-Marie Rausch, ancien ministre et sénateur-maire de Metz, lorsqu'il écrit dans la Tribune Desfossés, en mars 97: " Nous entrons maintenant dans une nouvelle forme de société ... *le travail va éclater* au lieu d'être concentré sur des plates-formes industrielles.. "

Les économistes ne sont pas non plus tous aveugles, même si la théorie qu'ils enseignent les conduit parfois à une certaine schizophrénie lorsqu'ils cherchent à rendre compte des faits. C'est ainsi qu'Elie Cohen peut déclarer " je rêverais que mille entreprises se créent autour des services et des technologies d'Internet ". Bel aveu d'impuissance de la part d'un théoricien, qui en est réduit à rêver pour tenter de rendre compte, hors théorie, d'une tendance plus que perceptible à l'extérieur de nos frontières hexagonales. Puisse en tout cas son rêve devenir réalité, même si mille entreprises nouvelles ne suffiront pas à réformer en profondeur le tissu économique et industriel de la France, et contrebalancer la vision trop dirigiste et centralisatrice qu'en ont encore la plupart de responsables économiques. Dominique Strauss-Kahn a certes écrit, peu avant de prendre les rênes de l'Economie: " La France a un formidable patrimoine [dans le domaine des technologies de communication] et doit apprendre à le diffuser. Il ne faut pas que nous rations cette chance et pourtant dans le monde politique français, peu de gens considèrent qu'il y ait là à faire un investissement majeur ". Même si le mot 'patrimoine' n'est peut être pas aussi dynamique que nous l'eussions souhaité, il ne reste plus qu'à espérer qu'en ce domaine (celui de l'impact des nouvelles technologies relationnelles), notre nouveau ministre soit d'aussi bon conseil que ne l'a été le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, auprès de Bill Clinton dans sa promotion des fameuses " autoroutes de l'information ". Ce qui permettra peut être enfin de faire confiance à la diversité des talents et des compétences de nos concitoyens, au lieu de continuer à les traiter en assistés congénitaux incapables d'assumer eux-mêmes leurs responsabilités.

La confrontation absurde de deux archaïsmes, néo-capitalisme contre néo-marxisme.

Face au cortège d'exclus de toute sorte, face à la misère, il n'est pas facile de rester optimiste, et de croire à l'avenir et à la beauté du monde. De plus, lorsque l'on doute de l'avenir au point de désespérer, il est effectivement difficile de ne pas se reporter au passé, et de ne pas le faire (bien) plus beau qu'il n'était. Nous oublions alors les guerres qui ont ensanglanté l'Europe et le monde, avec son cortège d'horreurs totalitaires, du nazisme au stalinisme. Dans le national-socialisme, le 'libéralisme', -- quelle qu'en soit la définition précise -- n'était pas très présent. De même, en dépit des échecs répétés, et très concrets, du communisme, certains s'y réfèrent encore comme à une branche d'alternative possible, sinon souhaitable. Le parti communiste français, par exemple, n'a pas souhaité changer de nom, on peut donc s'autoriser à penser qu'il considère toujours que le communisme est d'actualité. Faute d'oser ouvertement tenter de réhabiliter les 'démocraties populaires', et en vue peut-

être de faire oublier le totalitarisme inhérent au ‘centralisme démocratique’ vu et vécu par les pays de l’ex bloc soviétique, beaucoup de gens bien intentionnés, dont de nombreux intellectuels, ont voulu inverser la charge de la preuve. Au lieu d’admettre bon gré mal gré que le communisme, quel qu’en soit le millésime ou l’habillage, cela ne peut marcher, au moins en tant que système économique - en ce qui concerne la répartition des richesses produites par d’autres, pourquoi pas - ils ont porté le combat ailleurs. D’où les nombreux ouvrages, conférences, prises de position, articles - mais très rarement de véritables débats - annonçant la ‘dérive totalitaire du libéralisme’. Comme si la liberté, quelles qu’en soient ses formes, pouvait être totalitaire! Comme si, par une alchimie spécieuse, trop de libertés pouvait tuer la liberté. Il est fort dommage que trop de bêtises ne tue pas la bêtise, même si Boileau décrétait haïssable l’excès en toutes choses.

Pour faire bonne mesure, et pour faire passer cette pilule un peu grosse, celle *du libéralisme cause de tous nos maux* - au lieu de regarder plutôt du côté de la non transparence, de l’abus de pouvoir, des contraintes ubuesques, des règlements kafkaïens, des non-libertés, des décisions hyper-centralisées et éloignées des événements et des personnes directement concernées - certains cherchent à être un peu plus subtils. *Ce n’est pas le libéralisme qui serait en cause, mais l’ultra-libéralisme*, que personne ne songe à définir. Il manque un Coluche pour définir, comme pour la lessive qui lavait plus blanc que blanc, le libéralisme plus libéral que le libéralisme! De la même façon, sans doute, ce ne serait pas le communisme qui aurait failli, mais l’ultra-communisme, ce ne serait pas la dictature du prolétariat - ou du syndicat du livre - qu’il faudrait condamner, mais l’ultra-dictature du prolétariat?

Pour boucler la boucle, celle de la réhabilitation par la petite porte des idées apparemment généreuses associées au communisme, que l’on croyait définitivement discrédité depuis la chute du mur de Berlin et l’état des lieux - terme fort à la mode après tout changement de majorité - qui s’en était suivi, il suffit d’associer au libéralisme, ultra ou non, le capitalisme ‘pur et dur’. Quand prendrons-nous donc conscience que l’alternative n’est pas entre communisme et capitalisme, et que le débat est clos. *Le communisme et le capitalisme sont tous les deux moribonds*, l’un pour des raisons d’inefficacité économique notoire, l’autre pour des raisons techniques, les ‘moyens de production’ statiques n’étant plus le nerf de la guerre économique, l’information, l’innovation et l’intelligence ayant pris le relais. Quand comprendrons-nous qu’il ne tient qu’à nous de *socialiser*, ou *sociabiliser*, le libéralisme? Faisons en sorte que l’efficacité de celui-ci puisse aussi être mis au service de la société, si la tentation dirigiste ne confond pas les rentiers et les créateurs, les parasites et les producteurs, les trésors statiques - à partager de toute urgence, en fonction de critères transparents compris et acceptés par la société - et les ressources dynamiques - à ne mettre sous le boisseau en aucun cas.

Il ne s’agit pas en effet de confondre le fonctionnement normal des entreprises, qui créent des valeurs, avec la spéculation boursière qui répartit plus ou moins efficacement une partie de ces valeurs. On ne peut certes reprocher cette confusion à ceux qui n’ont jamais eu à trouver des contrats nécessaires à la survie de leur entreprise, ou qui n’ont peut être jamais mis le pied dans une entreprise. Pour ceux-ci, il est peut être inévitable de confondre les entrepreneurs qui poursuivent un projet industriel ou commercial avec les aigrefins qui ne songent qu’à dépecer les entreprises rachetées à vil prix, parfois grâce à des subventions généreusement octroyées par des fonctionnaires ignorant tout de la réalité économique du domaine. Il est vrai aussi que le goût du secret de certains patrons de droit divin et l’arrogance consanguine de certaines castes issus des mêmes grandes écoles n’ont pas toujours crédibilisé la sincérité et la véracité des comptes de leurs entreprises. Certains de leurs collaborateurs ont parfois attendu le jour de leur licenciement pour apprendre que l’entreprise qu’ils imaginaient bénéficiaire, vu le train de vie de leurs dirigeants, était à la dérive depuis plusieurs mois...C’est d’ailleurs une des raisons pour lesquelles nous pensons que les P.M.E., isolées ou en réseaux, sont beaucoup plus proches de l’entreprise du 21ème siècle, innovante, créatrice, imaginative, faisant confiance à ses collaborateurs que les mastodontes opaques dont les scandales défraient la chronique, tant dans la sphère publique (les 130 milliards de pertes du Crédit Lyonnais, par exemple) que, parfois, dans celle du privé.

Il n’empêche que de tels jugements à l’emporte-pièce, “ patrons et spéculateurs, même combat, tous pourris (par le fric!) ” ont fait, et continuent à faire, beaucoup de mal à notre pays. Au lieu en effet que

des gens qui se respectent, même et surtout s'ils ne sont pas d'accord, s'affrontent courtoisement sur des idées, puis sur des modes d'action, c'est l'absence presque totale de débats qui marque le plus tragiquement la vie politique, économique et sociale de notre pays. D'où les manifestations de rues, les blocages de routes, les séquestrations de patrons, tout ce qui devrait être indigne d'un pays civilisé, dans lequel le droit est censé régner. Lorsque Lionel Jospin réclame que l'on revienne aux vraies valeurs de la république, et que l'on enseigne à nouveau l'éducation civique et la 'morale citoyenne' dans les écoles, tout cela est bel et bon. Mais que l'Etat commence à montrer l'exemple! Qu'il poursuive donc en justice tous ceux qui, parfois pour appuyer de légitimes revendications, s'en prennent aux libertés des autres, en particulier à la liberté de circulation, à la liberté d'expression, et à la liberté du travail! Le droit de manifestation est un droit d'expression tout à fait normal, dans la mesure où il n'a pas pour but essentiel et pour corollaire inévitable de troubler l'ordre public. Le droit de grève est constitutionnel, les piquets de grève ne le sont pas. La liberté d'expression est un des principes clés de la déclaration universelle des droits de l'homme, la censure, quelle qu'en soit sa provenance, va à l'encontre de ce principe.

C'est d'ailleurs dans le domaine de ces grands principes que l'Etat devrait jouer pleinement son rôle. Qu'il énonce donc un certain nombre de grands principes, qu'il précise ou fasse voter quelques grandes règles du jeu fiscales et sociales ne variant pas au fil du temps ou en fonction de telle manifestation de rue ou changement de majorité. Nous essaierons de revenir sur quelques uns de ces principes à la fin de cet ouvrage, afin de donner quelques pistes d'action à ceux qui seraient tentés par le '*libéralisme citoyen*', ou *libéralisme social*, que nous proposons. A côté de ces grands principes, qu'il est dans la vocation d'un état démocratique de faire valider par ses ressortissants, ce qui n'est déjà pas une mince affaire, il nous semble nécessaire, dans une société 'adulte' qu'un véritable Etat citoyen ne cherche pas à se substituer systématiquement à ses 'assujettis'. Qu'il ne cherche pas à en faire trop, à en faire 'toujours plus', comme s'il avait besoin d'auto-justifier son propre développement et la croissance de ses structures administratives.

A la fois puissant par l'autorité morale qu'il retire de ces quelques grands principes, et modeste, qu'il laisse ensuite faire les différents acteurs économiques et sociaux, chacun à leur place, quitte à sanctionner lourdement ceux qui ne jouent pas le jeu. Mais que l'Etat ne jette pas à priori, ou qu'il ne laisse pas jeter, le discrédit sur ceux qui savent ce qu'une commande passée ou non peut avoir d'impact sur le chiffre d'affaires de leurs entreprise et sur la pérennité de celles-ci, et donc sur l'avenir de leurs collaborateurs, de la compétence desquels leur efficacité économique dépend de plus en plus. Voilà ce que pourrait être le rôle d'un Etat, à la fois fort et respectueux des libertés, dans un contexte de libéralisme social.

Certes, que n'a-t-on dit, souvent avec de très respectables arguments, à propos de la dictature des marchés, même si, pour ce faire, le sens du mot 'dictature' a été quelque peu dévoyé. Il aurait mieux valu parler de la myopie, de l'indifférence ou de la cruauté de ces marchés. Il serait sans doute encore préférable d'en contester l'efficacité, ne fut-ce que sur le plan purement économique. C'est d'ailleurs ce qu'avait fait à son temps K. Marx, en parlant déjà des bulles financières résultant d'une mauvaise adéquation entre le monde 'réel' et le monde monétaire et financier. C'est aussi ce que nous tâcherons de faire dans un chapitre ultérieur.

Prenons cependant garde à ne pas nous positionner principalement par rapport à la dialectique 'dictature des marchés'/'dictature du prolétariat'. Nous entrerions par là même dans une discussion idéologique qui ne peut que fleurir bon la toujours vivace 'lutte des classes'. Même les positions de l'église catholique semblent venir ici à la rescousse des thèses marxistes, lorsque Jean Paul II écrit⁴: "La position du capitalisme 'rigide' doit être continuellement soumise à révision en vue d'une réforme prenant en considération les droits de l'homme...Le principe de la priorité du travail sur le capital est un postulat qui appartient à l'ordre de la morale sociale...".

⁴ in '*Laborem exercens*', op. cit.

Bien entendu, les thèses dénonçant la perversité potentielle du capitalisme ne sont pas nouvelles, et de nombreux chrétiens de gauche ont justifié leurs actions en faveur des plus démunis par des arguments 'anticapitalistes' que n'auraient pas désavoués les plus incroyants des marxistes 'purs et durs'. Le seul problème, mais il est d'importance, c'est que *le libéralisme, qu'il soit pur ou non, n'est pas le capitalisme* - de la même façon que le travail salarié n'est pas la seule forme d'activité humaine - Par ailleurs, je prétends aussi, à la suite de quelques autres, que *le capitalisme*, au sens de pouvoir détenu par les possesseurs de 'capitaux' - les moyens de production (ou le travail mort, ou congelé, de Marx) - *est en train de disparaître*, au moins dans les économies développées. Comment le capitalisme pourrait-il être encore de mise, lorsque la notion même de 'moyens monétaires' est remplacé par une source (dynamique) de pouvoir bien plus importante encore, l'information. Pourquoi immortaliser le capitalisme alors que la logique 'productiviste', statique, de stocks fait place à une logique 'consumentiste', dynamique, de flux, et qu'en conséquence la détention de stocks, qu'ils soient monétaires ou non, va avoir de moins en moins d'importance. Les Rockefeller nouveaux ressembleront davantage à un Bill Gates ou à un Michael Dell qu'à un Baron Empain ou à un Rotschild. C'est du moins cette thèse que nous essaierons d'illustrer par la suite⁵.

Le libéralisme ne conduit pas non plus, du moins pas nécessairement, à la dictature des marchés. *Le libéralisme n'est pas une idéologie, contrairement au marxisme, mais un ensemble de principes et de modes de fonctionnement*. Le marxisme, d'après son fondateur lui-même, avait pour vocation ultime d'accélérer la venue de la dictature du prolétariat, comme phase ultime du capitalisme, devant déboucher sur une société sans classes. Même les plus chauds partisans du libéralisme 'pur et dur', s'il en est, n'ont jamais proclamé, ou même suggéré, que le libéralisme devait culminer en une 'dictature des marchés'. Que cette locution soit justifiée ou non, c'est une 'trouvaille' des adversaires du libéralisme, de gauche comme de droite. Et dans un état de tradition aussi dirigiste que l'état-nation français, les anti-libéraux sont légion. La véracité de l'association 'libéralisme/dictature des marchés', peut donc être quelque peu discutable, l'association 'marxisme/dictature du prolétariat', elle, ne l'étant pas.

Contester cet amalgame ne signifie certes pas que le libéralisme doit être, ou est, une fin en soi. Bien au contraire, *le libéralisme*, au sens 'liberté d'entreprendre et de commercer' *n'est qu'un moyen*, qui, sur le plan économique, s'est révélé plus efficace que d'autres moyens. Ce moyen n'a, ou ne devrait avoir, un sens qu'*au service de la seule cause qui importe, le bien commun*. La seule question devrait donc être: pour atteindre ce bien commun, le libéralisme est-il plus efficace, ou 'meilleur', que le communisme, le collectivisme, le marxisme, ou toute autre ensemble de principes plus ou moins teintés d'idéologies.

Une question subsidiaire pourrait être: le libéralisme doit-il être 'le' moyen privilégié, quel que soit son domaine d'application, ou doit-on le teinter parfois d'autre chose, à définir? De plus, *dans cette recherche du 'bien commun', faut-il séparer, ou non, les moyens de produire ce bien commun et le bien commun lui-même. En d'autres termes, le processus de création du bien commun, quelque soit le sens donné à ce terme, peut-il être indépendant du bien commun*. Dernière question: faut-il séparer la production du bien commun des moyens de sa consommation, individuelle ou collective? C'est à l'ensemble de ces trois dernières questions que nous nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse, sachant que je considère pour ma part que l'histoire a répondu à la première question: l'efficacité (économique) est du côté de la liberté d'entreprendre et de la responsabilité de chaque personne, pas du côté du dirigisme plus ou moins totalitaire et déresponsabilisant. Mais cette 'efficacité' n'est qu'un moyen, qui ne préjuge nullement des fins recherchées. *La grandeur de l'homme et les notions éthiques, philosophiques ou religieuses de bien et de mal ne justifient d'aucune façon, ni ne s'opposent d'ailleurs, à l'efficacité libérale*. D'où le problème lancinant, posé d'une certaine façon par notre juriste slave: "la justice est-elle du côté de l'efficacité individuelle ou de l'égalité collective?". Là encore, nous reverrons cette question, en particulier lorsque nous étudierons les missions d'un état moderne.

⁵ cf aussi, B. Lemaire, 'Entrepreneurs et entreprises du quatrième type: travail et activités à l'âge de l'Information et d'Internet', Editions d'Organisation, 1996.

Notre cinquième et dernière interrogation, au coeur des débats actuels, portera sur le rôle et le statut du travail et des activités humaines. A côté, ou en dehors du travail salarié (rémunéré), quel rôle pour le travail non salarié, et rémunéré, et quel rôle, quel statut et quelle éventuelle rémunération pour les activités non directement économiques?

Travailler 'autrement': pourquoi, pour quoi, pour qui?

Avant de revenir longuement sur cette dernière question, qui a donné lieu à d'innombrables publications, laïques ou religieuses, de gauche comme de droite, qui vont de l'horreur économique aux encycliques pontificales, de la 'fin du travail' aux messages du Dalai Lama, des slogans du 'Mouvement des Citoyens' de Jean-Pierre Chevènement aux thèses du mouvement 'Idées-Action' d'Alain Madelin, juste quelques mots d'introduction.

Les sociologues, philosophes, économistes et autres 'experts' sont rarement d'accord. La plupart s'accordent pourtant à dire, à écrire, à proclamer, que les moteurs de la révolution industrielle sont grippés, que les ressorts de la croissance qui a vu le PIB français doubler régulièrement tous les 15 ou 20 ans depuis 1945 (jusqu'en 1985) ne sont plus ceux qu'ils étaient. Il faut donc chercher autre chose. Pourtant, *rare sont les interrogations sur les finalités même du travail*, comme si l'homo economicus était une espèce protégée, à mettre au mieux dans un parc naturel, au pire dans le formol, et qu'il n'était donc pas pensable de séparer la fonction 'consommation' de la fonction 'production'.

Faut-il vraiment continuer à penser que la rémunération de tout individu doit correspondre à sa 'productivité marginale' (individuelle)? Ce qui n'a sans doute jamais été le cas, même si économistes néoclassiques et économistes marxistes n'étaient pas loin de le penser, à un facteur d'exploitation près⁶. Si tel était le cas, la 'justice' de la pension de retraite de tel ou tel individu serait sans doute difficile à évaluer. Faudrait-il prendre en compte l'espérance de vie de telle ou telle catégorie socioprofessionnelle, ou encore ses facteurs de risque, génétiques ou de comportement, et donc diminuer la retraite de ceux à l'espérance de vie statistique la plus grande?

Faut-il soutenir, au contraire, les slogans libertaires ou communautaires 'à chacun suivant ses besoins, de chacun suivant ses possibilités'. La nature humaine étant ce qu'elle est, il n'y aurait sans doute plus grand monde pour travailler, et donc plus grand chose à consommer 'suivant ses besoins'.

La diversité des formes de travail et des activités humaines, la diversité non moins grande des styles de vie et de comportement des 6 milliards d'individus qui peuplent notre planète sont telles qu'il est temps d'aborder autrement le concept de travail, d'une façon moins traditionnelle. C'est ainsi qu'une des pistes à creuser consiste sans doute à *séparer les finalités du travail en trois sous-catégories*, l'une liée au rôle 'producteur' de l'être humain, la seconde à son rôle 'intégrateur social', la troisième à son rôle 'répartiteur' des richesses créées. D'autres finalités seraient sans doute aussi à étudier. Comme celle, essentielle pour tous les êtres humains en quête de sens, de 'réalisation de soi-même', finalité qui se rapproche, sans toutefois ce confondre avec la seconde finalité évoquée, ainsi qu'avec une finalité de 'participation à un dessein collectif'.

L'intérêt premier de ce triptyque, production, intégration, répartition, aussi simple soit-il, est de supprimer certaines confusions ou certains amalgames qui interdisent toute discussion et toute réflexion innovante. De la même façon que les principes libéraux, le libéralisme pour faire bref, ne sont pas nécessairement associés au capitalisme ou à la 'dictature des marchés', de même le rôle producteur du travail n'est pas nécessairement à confondre avec le rôle 'reconnaissance sociale' ou avec le rôle de 'gagne pain'. Même si, historiquement, il en a parfois, ou souvent été ainsi.

Ceci ne nous dispense certes pas de savoir dans quel but ultime l'homme doit travailler, ou, mieux, avoir différents types d'activités. Est-ce pour 'dominer la terre', comme nous le suggère le Livre de la Genèse, et participer ainsi à l'achèvement de la création? Est-ce pour mériter dans une vie ultérieure

⁶ on pourra se reporter aux débats portant sur la théorie du capital entre Samuelson et J. Robinson (in B. Lemaire, 'Mystères de l'Inflation', Editions Frontières, 1983)

un meilleur 'réveil', comme l'enseigne le Bouddha, et rompre ainsi le cycle continu des renaissances et des morts? Est-ce pour rien, ou par hasard, comme le pensent dans leur désespoir existentiel nombre d'auteurs contemporains? Est-ce pour accumuler toujours davantage, voulant ainsi, d'une certaine façon, se survivre à eux-mêmes, tels un Harpagon vivant dans la plus extrême des pauvretés sur un tas d'or? Est-ce une simple loi de la nature, comme pour toute espèce animale, comme les fourmis, les abeilles ou les renards? Est-ce tout simplement par 'activisme', pour éviter de se poser cette question? Bien entendu, cette réponse, si elle existe, est hors du temps, et donc hors de ce livre, ce qui n'empêche pas qu'on se la pose. Les mathématiciens, comme Godel, diraient qu'elle est indécidable, d'autres comme Dostoïevski, qu'elle fait partie du mystère de l'homme, Saint Augustin qu'elle fait partie du mystère et de la grandeur de la création. Certains hommes politiques semblent suggérer par leur comportement que la quête du pouvoir est une fin en soi.

D'un point de vue entrepreneurial, et pragmatique, tout se passe comme si la seule réponse qui intéressait les entreprises était: *mes produits vont-ils intéresser des clients*, et ces clients vont-ils juger que le prix demandé est acceptable pour eux et leurs moyens de consommation. Sinon, puis-je diminuer mes coûts, mes prix de revient, pour attirer le chaland? A cette sous-question, 'comment vendre plus cher que cela n'a coûté', le libéralisme, en tant que moyen, peut contribuer à répondre efficacement. Mais à la question ultime: 'pour quoi, et pourquoi, travailler', ni le libéralisme, ni aucune idéologie en "isme" ne peut répondre autrement que par une autre question, plus mystérieuse encore: pourquoi l'homme (hasard ou nécessité?).

Quelle(s) finalité(s) pour le travail?

Quand nous parlerons des finalités du travail, nous nous limiterons donc désormais à celles qui peuvent obtenir des réponses concrètes, même si elles peuvent passer pour un peu trop terre à terre. Le travail étant une réalité, à la fois concrète et multiple, essayons de nous demander quelles en sont les formes contingentes, relatives à un 'mode de production donné', et quels en sont les invariants, s'ils existent. Faut-il ainsi nécessairement assimiler le travail et le travail rémunéré, le travail rémunéré et le travail salarié? Faut-il nécessairement penser que l'organisation 'scientifique' du travail théorisée par Fayolle et Taylor au début de ce siècle est la meilleure - au sens de plus efficace économiquement-possible? Ou bien que d'autres formes, à la fois plus efficaces et plus humaines, sont en train de prendre le dessus, au moins dans certains contextes.

Ainsi, commencer à distinguer, parmi les multiples facettes du travail humain, et parmi les différentes formes d'organisation de ce travail, ce qui peut en être amélioré nous semble déjà être un défi intéressant à relever. Comment donc distinguer parmi les différentes finalités, les différents statuts des activités de l'homme, les quelques principes et modes d'action permettant de contribuer à une société plus humaine, même si cette locution de 'société plus humaine' est déjà subjective, et presque impossible à définir. Et, question primordiale, peut-on réellement améliorer la dimension économique et sociale de la société, à travers une meilleure compréhension et organisation des activités de ceux qui la composent? Si la réponse est positive, et c'est la thèse que je défends ici, un certain nombre de perspectives nouvelles s'offrent à l'homme, ici et maintenant. *Il ne s'agira plus dès lors d'arbitrer entre progrès technologique et chômage*, mais entre les différentes perspectives offertes par un libéralisme considéré comme un moyen, et non une fin.

Plus précisément, je soutiens que si nous arrivons à ne pas faire l'amalgame entre les trois 'fonctions', ou rôles, du travail:

- le travail, producteur de richesses,
- le travail, clé de répartition du revenu national,
- le travail, symbole de reconnaissance et d'intégration dans le tissu social.

cela nous donnera des pistes intéressantes et novatrices pour sortir des blocages sociétaux dans lesquels la société française s'enferme jour après jour un peu plus. Mais, pour cela, faut-il encore que les entreprises et l'Etat entament enfin un dialogue fructueux, de même sans doute qu'il est nécessaire que syndicats et patrons se décident à dialoguer, au lieu de jouer systématiquement le pourrissement

ou un 'remake' de lutte des classes où tout le monde a plus à perdre qu'à gagner. Comme l'écrit le leader de la C.F.D.T., Nicole Notat: "les syndicalistes, comme tout le monde, sont menacés de schizophrénie, de conservatisme, de perte du sens du réel. ...la France manque cruellement d'un schéma convenable d'organisation des rapports et des pouvoirs entre l'Etat et les partenaires sociaux - et, plus globalement, entre l'Etat et les forces de la société civile".

Du travail ou des activités pour tous?

Mon sentiment sur ce point, que je ne suis pas le seul, heureusement, à avoir, mais qui reste très minoritaire, est le suivant. *Partage? Oui pour certains 'travaux' et tâches, non pour nombre de travaux à haute valeur ajoutée* pour lesquels ce n'est pas le temps du travail qui constitue véritablement un étalon de mesure standard, normé, 'normable'.

De fait, dans cette perte du sens du réel évoquée par Nicole Notat, perte qui guette chacun d'entre nous, ne nous trompons pas de combat. Réhabiliter l'homme, ce n'est pas nécessairement vouloir le faire rentrer de force, par RMI ou CES interposé, dans des habits ou des salopettes de travail qui ne seraient plus de saison. Le problème de base n'est peut être pas celui de l'emploi, mais du travail, ou mieux d'une activité digne sans laquelle l'être humain perd toute espérance. Regardons en particulier les anciens - ou les moins anciens - qui dépérissent et se laissent parfois mourir, faute de trouver le moindre sens à une quelconque activité.

Dans cette ré-invention du travail réclamée, voire exigée, par beaucoup, faisons preuve d'imagination, et ne cédon pas trop vite à la tentation de l'autocensure. Il est, nous l'avons dit, fondamental de ne pas prendre le travail dans un sens trop restrictif. Même s'il n'est pas toujours facile de faire cette distinction, nous essaierons pour notre part de différencier dans la mesure du possible travail ou activités rémunérables (à caractère marchand ou non marchand) et activités non rémunérables. Pour faire bref, nous *appellerons travail ce qui correspond à des activités rémunérables, et autres activités ce qui correspond à des activités non rémunérables*. Aussi, lorsque nous parlerons de partage, ou de non-partage, du travail, il s'agira de travail rémunérable, c'est à dire d'un travail ayant potentiellement une valeur économique. tout en sachant que cette valeur économique est contingente, évolutive et qu'elle ne peut faire partie de ces fameux avantages ou acquis sociaux qu'il est si difficile de remettre en cause.

Cette définition étant posée, l'évolution de la société française depuis une vingtaine d'années montre qu'il n'y a pas de solutions à court terme dans le domaine d'une évolution favorable et rapide de l'emploi. Il semble à peu près impossible de créer rapidement des emplois (rémunérés en tant que tels) qui ne soient pas artificiels, et qui contribueraient rapidement à la baisse du chômage. Beaucoup de grandes entreprises sont en sureffectif, du moins par rapport à leur chiffres d'affaires: l'épisode de Renault, aussi mal venu, mal traité et mal perçu qu'il ait été, nous montre que des emplois artificiels n'ont pas de sens. On peut sans doute créer quelques dizaines de milliers d'emplois, ou peut être même, ce qui n'est évidemment pas négligeable, 100 ou 150 000 emplois, en partageant certaines formes de travail, lorsque ce travail correspond à du travail répétitif, routinier ou pénible - tout en sachant que ce type de travail se (dé-)qualifie presque inéluctablement pour l'automatisation, la robotisation ou la délocalisation.

Ce n'est donc pas dans cette direction, celle d'emplois 'partagés' au sein de grandes entreprises que la solution du chômage sera trouvée. Est-ce dire qu'il est sans solutions? Peut-être pas, puisque certains exemples venus de l'étranger semblent montrer que, sous certaines conditions, on peut arriver en quelques années à une solution de quasi plein-emploi. Là encore, il est difficile d'ignorer l'exemple des Etats-Unis, qui sont passés en cinq ans d'un taux de chômage de près de 9% à un taux inférieur à 5%. Contrairement à une légende tenace - et qui semble reconforter les tenants d'un anti-américanisme primaire - ces emplois sont de vrais emplois, pas des 'petits' boulots, puisque la majorité d'entre eux, soit 60%, demandent une qualification de type 'graduate', ce qui correspond à un niveau supérieur ou égal à Bac +4. Ce ne sont pas non plus des travaux mal payés, puisque, là encore, la majorité de ceux qui ont retrouvé du travail gagnent au moins autant - en dollars constants - qu'avant leur perte d'emploi. Autre fait remarquable, ce n'est pas dans des grandes entreprises que ces emplois ont été

créés, mais dans des structures beaucoup plus légères, flexibles, parfois même dans des entreprises créées pour l'occasion par les ex-demandeurs d'emplois. Dernière remarque, les grandes entreprises ont, pour leur part, continué à licencier, d'IBM à Général Motors, d'Apple à Kodak, Digital ou Bethlehem Steel. Un des économistes les plus originaux, et peut être les plus méconnus, du XX^{ème} siècle, Schumpeter, aurait pu qualifier cette dernière période de destruction créatrice, puisque les 30 millions d'emplois nets créés sur les 15 dernières années aux USA (contre moins de 5 millions en Europe) correspondent en fait à 27 millions d'emplois détruits - licenciements ou faillites d'entreprises - et donc à 57 millions d'emplois créés. Nous sommes bien loin des positions du secrétaire général du parti communiste français, R. Hue, réclamant le 7 juillet 1997 à Lionel Jospin le blocage de tous les plans sociaux en cours et la suspension de tout licenciement économique.

Il ne s'agit certes pas de critiquer a priori toute initiative venant d'un leader politique, dès lors que nous ne partageons pas l'ensemble de ses idées. Mais, si l'on cherche à être crédible, et à faire preuve d'esprit 'citoyen' - terme à la mode - il faudrait commencer à traiter les français en adultes, si du moins on pense qu'ils le sont déjà, ou qu'ils sont susceptibles de le devenir rapidement. La première exigence serait donc de parler vrai, ce qui semble être la volonté du nouveau premier ministre, cette exigence civique étant moins apparente chez le leader communiste.

Parler vrai, ou parler juste, ce n'est pas donner à ses concitoyens, surtout les plus faibles et les plus démunis, de faux espoirs, c'est à dire des espoirs dont on sait pertinemment qu'ils seront déçus. Que l'on pense, ou non, que le problème de l'emploi puisse se résoudre, plus ou moins facilement, ou que l'on croit que ce problème est sans véritable solution, certaines affirmations enlèvent toute crédibilité à ceux qui les assèment. Certes, chacun est libre de dire ce qu'il souhaite. J'ai quand même du mal à croire que Robert Hue pense ce qu'il dit lorsqu'il affirme que le problème de l'emploi sera plus facile à régler si l'on interdit aux entreprises de licencier. La plus sûre conséquence de cette interdiction est la suivante. Si le premier volet de la destruction créatrice, celui de la destruction d'emplois est bloqué, le second, celui de la création d'emplois, sera encore plus sûrement interdit. On peut le déplorer, mais il serait vain nier cette réalité historique. Il n'existe aucun exemple passé mettant en défaut ce phénomène. On peut certes penser que comparaison n'est pas raison, et que l'avenir peut, et doit peut-être, s'avérer différent, sur ce point comme sur d'autres. Mais il faudrait alors que Robert Hue nous montre pourquoi, par quelle alchimie subtile, le parti communiste français peut arriver à faire en sorte que les entreprises recrutent de leur plein gré, alors qu'elles ne pourraient plus licencier. La mission des entreprises est-elle d'abord de créer des emplois, ou de créer des richesses ? L'un est subordonné à l'autre, mais il ne faut pas se tromper de subordination. Certes, il n'y avait pas de chômage officiel en ex-RDA, l'ancien fleuron des démocraties populaires. Mais on a bien vu ce qu'il en était de la situation réelle, lorsque le mur de Berlin s'est effondré, non pas sous les coups de boutoir des 'revanchards' de l'ouest, mais sous la poussée de ceux qui trouvaient que le paradis socialiste n'était pas si beau qu'annoncé dans les prospectus communistes, et qu'il y avait en quelque sorte tromperie sur la marchandise.

Ce qui ne signifie pas nécessairement, bien sûr, que la discussion soit close⁷, même si les solutions efficaces tendant à réduire durablement le chômage sont plus à rechercher, à mon avis, du côté de solutions libérales, flexibles, innovantes que de celui de solutions centralisées et dirigistes. Quelles que soient les initiatives, locales ou plus globales, prises en ce sens, je pense néanmoins que ce n'est pas en abordant directement la question du chômage, vu comme l'insuffisance des emplois salariés disponibles, que les perspectives soient les plus prometteuses. Ce n'est pas non plus, directement du moins, dans le sens d'une diminution du coût du travail qu'il faut aller initialement, cette diminution devrait être une conséquence d'autres mesures, dont nous allons rapidement exposer les grandes lignes. Ce n'est pas non plus en augmentant artificiellement la consommation des ménages que le problème sera mieux abordé, même si, là encore, une augmentation de la consommation peut être une

⁷ De nombreux débats et forums sur la question de l'emploi s'ouvrent un peu partout sur Internet. On pourra ainsi consulter le site Web de Hubert Houdoy, Réseau d'Activités à Distance <http://www.reseau.org/rad/>, le site <http://www.job2000.com> de l'Union Métallurgique et minière, ou encore le forum Emploi et Chômage ouvert récemment sur le site de l'Atelier (télématique) de la Compagnie Bancaire.

conséquence heureuse, et sans doute indispensable, d'autres mesures, plus fondamentales et plus permanentes.

Parmi ces mesures, la plus importante est de fournir de l'espoir aux exclus et aux laissés pour compte. Cet espoir passe concrètement par une mesure de simple bon sens, celle qui permettrait d'assurer, au sens de garantir, un niveau de vie 'acceptable' à tous. Sans ce niveau de vie minimum, minimum qui peut faire l'objet de discussions mais qui est doré et déjà accordable à chacun de nos concitoyens, quel que soit son âge ou son ethnie, comment une société moderne pourrait-elle se dire civilisée ? Notre société tolérera-t-elle longtemps de voir tant de gens réduits à la mendicité, comme aux heures les plus terribles du moyen âge ou des débuts de la révolution industrielle ? Voilà le genre de décisions collectives, de portée générale, que l'Etat peut prendre, au lieu de reporter sur les entreprises ce qui est de sa responsabilité. Même si l'homme n'a pas besoin que de pain pour vivre, lorsqu'il n'en a pas, peut-il vraiment se sentir un homme ?

Quelle dignité pour les 'sans-travail' ?

Depuis que je défends cette thèse de revenu minimum de dignité⁸ - qui est proche, par certains côtés, de ce que certains auteurs appellent revenu minimum d'existence⁹ - bon nombre de ceux qui se sont intéressés à mon projet ont soulevé l'objection suivante: " Pensez-vous que ce projet soit acceptable par ceux qui vont recevoir ce revenu minimum ? Ne se sentiront-ils pas assistés, leur dignité d'êtres humains ne va-t-elle pas en souffrir ? ". D'autres, ou parfois les mêmes, ont suggéré que si chacun pouvait avoir un revenu ainsi garanti, on ne trouverait plus personne pour effectuer certains types de travaux.

La deuxième objection ne me semble pas vraiment pertinente. De fait, si ce revenu minimum d'existence (de l'ordre de 2600 F net par mois, ce qui correspond au quart du PIB français, ramené au nombre de ses habitants) pouvait suffire à 'dégorgé' le marché de l'emploi, ce ne serait pas un mal. De plus, je ne crois pas que ce revenu soit suffisant pour dissuader ceux qui pensent avoir une valeur économique de tenter leur chance sur le marché 'libéral'. Enfin, si les travaux pénibles ne sont pas attirants, en économie libérale, il se produira deux phénomènes, pas nécessairement antagoniques. Les salaires correspondant auront tendance à augmenter, afin d'être plus attractifs, et on cherchera aussi à automatiser autant que faire se peut les tâches correspondantes, afin de suppléer à ce manque de personnel. Bien sûr, il pourrait aussi y avoir un scénario catastrophe, auquel j'ai beaucoup de mal à croire. L'ensemble des salariés pourrait décider de se croiser les bras, et il n'y aurait ainsi plus aucune richesse à distribuer, gracieusement ou non.

La première objection, qui porte sur la notion de dignité et le sentiment d'assistance que pourraient ressentir les récipiendaires de ce revenu minimum de dignité, est d'une toute autre portée, car il est vrai que l'interrogation est légitime. Plusieurs arguments, cependant, peuvent diminuer voire annuler totalement la portée de cette objection. Le premier contre-argument porte sur le fait que si ce revenu minimum de dignité est attribué à l'ensemble de la population, personne ne pourra se sentir 'diminué', ou assisté, de pouvoir en bénéficier.

Le deuxième argument est un peu plus indirect, car il demande pour cela de revenir sur la dignité que peuvent ressentir ceux qui sont fiers de ce qu'ils réalisent dans et par leur travail, et donc, à l'inverse, de la frustration que peuvent ressentir ceux qui n'ont pas de travail. C'est à cause de ce point qu'il me semble très important de séparer aussi nettement que possible le travail (rémunéré) d'autres activités (non nécessairement rémunérées). C'est l'être humain sans activités qui peut se sentir exclu de la société, et éprouver malgré lui ce sentiment d'indignité, pas l'homme sans travail, du moins est-ce mon sentiment. Bien sûr, le sentiment que j'exprime ainsi n'est pas 'démontrable', et les personnes

⁸ cf, en particulier, B. Lemaire, " *Entrepreneurs et entreprises du quatrième type ...* ", op. cit., et le Journal de l'Atelier, juin-juillet 1997.

⁹ cf. Yoland Bresson, Henri Guitton, " *Repenser la solidarité* ", ainsi que les travaux et propositions européennes de l'Association BIEN (Basic Income European Network), et de ceux de sa consœur française, l'Association AIRE - Association pour le Revenu d'Existence.

privées d'emploi et acceptant de parler de leur situation seraient mieux placées pour en parler, mais un certain nombre d'indications me paraissent aller en ce sens, dès lors que la société admet, ou admettra, que l'être humain, quel qu'il soit, peut, et doit, être reconnu en dehors de son travail (marchand).

Le travail rémunéré, en particulier sous sa forme salariée, a longtemps été un vecteur d'intégration sociale, comme a pu l'être à un moment l'armée, et comme aurait pu continuer à l'être l'école, ce qui n'est plus vraiment le cas. Cette intégration sociale se fait maintenant, plus ou moins bien, sous des formes extrêmement variées, qui vont de l'appartenance à un groupe de Rap, à une association de quartier, à un club de loisirs, à une bande de jeunes, à une équipe sportive, à un groupe de discussion sur Internet, ou à un mouvement civique ou religieux, quand ce n'est pas par l'intermédiaire de plusieurs appartenances à la fois. Continuer à entretenir le mythe de l'intégration sociale nécessairement liée à l'obtention d'un véritable travail dans une entreprise ou une administration est une erreur manifeste, pour au moins deux raisons. La première, c'est que ce mythe plonge encore plus dans le désespoir ceux qui sont toujours à la recherche de leur premier emploi, au bout de plusieurs mois sinon années de galère: 25% des jeunes de moins de 25 ans sont dans ce cas. L'invention du RMI aurait pu aller dans la bonne direction, celle d'une véritable intégration. Mais, hélas, le 'I' du RMI s'est bien rarement transformé en Insertion, alors, en ce qui concerne l'intégration...

La deuxième erreur, c'est qu'il y a bien d'autres façons de s'intégrer, dès lors que la société ne vous culpabilise pas a priori pour ne pas avoir nécessairement les talents sportifs d'un Platini ou d'un Hinault, les talents intellectuels d'un Einstein, les talents d'artiste d'un Vinci, les talents d'homme d'affaires d'un Michael Dell, ou les talents d'essayiste d'un Jean d'Ormesson. Etre intégré, c'est se sentir bien dans un groupe, une équipe ou une entité que l'on a librement choisi. C'est, d'une certaine façon se sentir reconnu par ceux que l'on a choisis comme pairs. Voilà sans doute ce qui est sous-jacent à tout sentiment de dignité, ou, dans le cas contraire, d'indignité. Si la société continue à décréter que la seule intégration envisageable est l'intégration par le travail (rémunéré), toutes les dérives totalitaires ou sectaires sont possibles, tous les intégrismes, de droite comme de gauche. Montre moi ta carte du parti, ou de l'entreprise, et je t'accepterai, je te reconnaitrai comme un des nôtres. Sinon ...

Il est vrai que lorsque tout le monde, ou presque, travaillait, cette reconnaissance passait effectivement, pour une bonne part du moins, par le travail. Devenir adulte c'était, d'une certaine façon, 'entrer dans la vie active', suivant l'expression consacrée. Comme si on ne pouvait pas être actif autrement! Ne pas travailler était suspect, et le nombre des rentiers n'était pas tel que leur exemple risque de modifier cet état d'esprit.

Aucune société n'a jamais aimé les gens différents, 'anormaux', 'étrangers' soit par leur nationalité, soit par leur culture, soit par leur façon de vivre ou d'être. Que l'on raille ou que l'on accepte l'aspect grégaire d'une société qui s'est peu à peu sédentarisée, c'est ainsi. Toute société, toute civilisation, cherche à garder ses marques, et plus cette société est fragile, plus elle a de mal à accepter les différences, au lieu de les considérer comme des richesses potentielles.

Heureusement ou malheureusement, la société actuelle se trouve à un carrefour. Cette société, non seulement reconnaît, mais dit vouloir promouvoir le droit à la différence, le droit aux différences. Pour le moment, cependant, ce droit à la différence n'a pas encore envahi le champ du travail (rémunéré). L'être humain peut consommer différemment de ses congénères, avoir des demandes ou des moeurs spécifiques, il peut avoir des loisirs ou des façons de vivre bien à lui - dans la limite de la loi. Mais, en ce qui concerne sa façon de travailler, pour lui ou pour la société, en ce qui concerne la panoplie de ses activités marchandes ou non marchandes, il n'en est plus de même. Pourquoi donc ce droit à la différence ne passerait-il pas, sous certaines conditions, dans le *droit à ne pas travailler*. Est-ce parler ou gouverner vrai, est-ce respecter la dignité humaine de demander à un travailleur privé d'emploi depuis des années de continuer à 'pointer' à l'ANPE. Tout le monde, lui compris, sait bien que ce 'chômeur de longue durée' n'a plus aucune chance -- sauf une chance administrée, obligatoire -- de retrouver du travail 'normal'.

Le numéro 2 du gouvernement actuel, Martine Aubry, déclarait en 1992, alors qu'elle n'était 'que' ministre du travail, qu'il fallait 'changer le travail'. Il faudrait peut être aussi changer notre regard sur le travail et sur les 'non-travailleurs' comme sur les travailleurs. si l'on ne repense pas de fond en comble le travail et ses finalités, nous risquons d'aller droit dans le mur, celui de l'exclusion et de la marginalisation de tous ceux à qui on a dit qu'ils avaient 'droit' au travail, et qui se rendent bien compte que personne n'a le pouvoir de leur accorder ce droit. Pour ceux qui défendent le 'droit au logement', on peut éventuellement réquisitionner d'éventuels logements vacants. Mais pour ceux qui réclament ce 'droit au travail', croit-on vraiment qu'il y a des emplois 'vacants' à réquisitionner?

Changer le travail, ce n'est pas uniquement, ou essentiellement, le partager en parties plus petites: une telle approche correspondrait à une vision statique et erronée des réalités de l'entreprise et de la vie économique. Changer le travail ce n'est pas réduire les horaires 'légaux' de travail par un facteur décidé plus ou moins arbitrairement en fonction de sa valeur symbolique: 35 heures. Regardons plutôt du côté des entreprises qui ont commencé à faire confiance à l'ensemble de leurs collaborateurs pour 'mieux' travailler, c'est à dire travailler de façon plus responsable, plus autonome, et donc plus efficace. Ces entreprises, qu'on les appelle intelligentes, neuronales ou du quatrième type, sont déjà en train de changer le travail. Ou, plus exactement, elles ont compris que le contexte économique moderne demandait un autre mode de fonctionnement, un autre style de management. Leurs dirigeants acceptent d'abandonner pour partie leurs anciennes prérogatives, et comprennent que s'ils ne permettent pas à leurs collaborateurs de s'impliquer davantage, et pour cela de prendre eux-mêmes en charge leurs façons de faire, d'agir et de travailler, ce sont leurs clients qui se chargeront de leur expliquer, en les quittant, que ce n'est plus ainsi qu'il faut fonctionner. Ces dirigeants 'éclairés', trop peu nombreux sans doute, s'efforcent de mettre en valeur les compétences de leurs collaborateurs, voilà leur façon concrète et pragmatique de changer le travail. Ils n'attendent pas pour cela des accords cadres ou contractuels durement négociés au niveau des branches dont la plupart n'ont plus de sens économique. Ce n'est plus le 'secteur d'activités' qui importe le plus, mais la façon d'aborder et de traiter clients et collaborateurs.

Pour reprendre des termes marxistes, c'est le *mode de production* (des richesses) qu'il faut repenser, et au delà, l'ensemble des activités humaines. Et ce n'est pas en décrétant le 'travail (salaire) obligatoire pour tous que nous y parviendrons. Ce n'est pas non plus ainsi que nous redonnerons un sentiment de dignité à tous ceux qui n'ont pas trouvé leur place, pour diverses raisons, dans le 'monde du travail'. En revanche, il est fondamental que chaque être humain ait trouvé une place, sa place, librement choisie, dans le 'monde des activités humaines'. Ce n'est donc en se focalisant sur le partage du "temps de travail" que nous améliorerons la situation actuelle, mais en partageant idées, compétences, suggestions et connaissances, en s'appuyant pour cela sur ce fabuleux mode de transmission que représente Internet, et, plus généralement, l'ensemble des technologies relationnelles qui sont en train de se mettre en place. Ce n'est qu'ainsi que nous redonnerons à l'homme sa véritable place, laquelle, dans la sphère économique et sociale, doit évidemment être la première.

En effet, ce n'est pas parce que le temps 'uniforme', indifférencié, scandé par une horloge mécanique, n'est plus la source première de création de richesses, que cela impliquerait que l'homme n'est plus important, bien au contraire. Après avoir 'appris l'homme à la machine' - suivant le slogan d'Apple, il convient maintenant d'apprendre l'homme à la société, et donc aux autres hommes. Un homme 'sans valeur (de production) économique' n'est pas un homme sans valeur humaine, au contraire parfois. Sa dignité d'être humain n'est en aucune façon reliée à ses performances économiques: raison de plus pour parler vrai, et ne pas lui faire croire que, quelles que soient ses performances économiques, il a 'droit à un travail (rémunéré)'.

Bien entendu, ce que j'affirme ici n'est recevable et acceptable que si la société dans laquelle nous vivons est prête à assurer à chacun de ses membres un revenu minimum de dignité, complètement séparé de ses performances économiques. Ce n'est donc pas un ersatz du SMIC qui est proposé ici, le salaire minimum étant une charge pseudo-collective que certaines entreprises ont bien du mal à financer. Le revenu minimum de dignité doit être accordé à chacun, ce qui permettra aux entreprises

de payer plus 'librement', en dehors de tout effet de seuil, les compétences de leurs collaborateurs. Elles ne seront pas pour autant 'libres' d'exploiter les demandeurs d'emploi, puisque ces derniers auront un revenu assuré par ailleurs. De cette manière, on peut supposer que le rapport de forces, au moins à l'embauche, entre entreprises et demandeurs d'emploi ne sera pas systématiquement à l'avantage des premières, tentées d'ajuster les salaires d'embauche en fonction du nombre de chômeurs. Les emplois seront rémunérés en fonction des perspectives de valeurs (économiques) ajoutées qu'en auront les entreprises, et en fonction donc des perspectives de commande, pas sous la double contrainte - salaire minimum fixé par l'Etat, 'grille salariale' fixée en fonction des diplômes, et non des compétences, par les conventions collectives de plus en plus dépassées.

Si de telles mesures conduisent à une diminution du chômage, ce qui est probable mais non certain, ce sera évidemment une excellente chose. Les entreprises engageront plus volontiers des jeunes qui, au début de leur carrière, n'ont pas nécessairement une valeur économique productive supérieure au niveau actuel du SMIC, surtout lorsqu'on y ajoute les charges sociales. L'existence d'un revenu minimum pour tous assurera par ailleurs une consommation minimum, et les entreprises pourront en tenir compte pour établir plus fidèlement leurs anticipations de vente. Ce n'est donc pas négligeable mais ce n'est pas là l'essentiel de notre propos.

Il est beaucoup plus fondamental de rejeter la thèse affirmant qu'il n'y a point de salut en dehors du 'monde du travail'. Il est essentiel de refuser l'idée que le non-emploi (rémunéré) ou le chômage condamne l'homme à l'exclusion. " Ce n'était pas vrai pour les rentiers, peu nombreux sans doute, on peut espérer que cela ne sera pas vrai pour les retraités, très nombreux. Pourquoi cela devrait-il être vrai pour ceux qui, en âge d'avoir un emploi, n'en ont pas? Le droit à la dignité pourrait être inscrit dans la constitution française, mais il serait catastrophique d'y rendre le travail obligatoire, vieux relents de Cayenne ou du STO ”¹⁰

La création du revenu minimum de dignité permettra aussi de changer complètement de perspective - certains préfèrent parler de changement de paradigme. Nous connaissons tous des amis, des voisins, des collègues de travail qui ont vécu une bonne partie de leur carrière en se résignant, en se complaisant parfois, au point de vue utilitaire: " il faut bien gagner sa vie ". Et, d'une certaine façon, ce point de vue se justifiait souvent, en particulier lorsque la personne concernée travaillait dans une grande entreprise taylorisée, hiérarchisée, bureaucratisée, ou dans nombre de grandes administrations.

Dans le monde nouveau qui se prépare devant nous, ce n'est plus dans cette optique de résignation qu'il va falloir agir, mais dans une toute autre optique ou perspective. Il s'agira de travailler dans un contexte vivant et turbulent où la satisfaction de vos clients va de plus en plus se confondre avec votre propre satisfaction, contexte de travail où vous allez être heureux de donner toute votre mesure en utilisant l'étendue de vos compétences, en sortant d'un profil de fonction castrateur et dépassé. Il est clair que cette joie de vivre et de travailler était plus difficilement envisageable dans le cadre de l'usine où le travail à la chaîne était strictement encadré et réglementé. Dans un tel contexte, en voie de disparition, au moins dans nos sociétés occidentales, la seule manifestation d'enthousiasme apparent se produisait lors du coup de sifflet ou de la sonnerie 'libérant' l'ouvrier ou l'employé de ses corvées quotidiennes.

Quel rôle pour les entreprises, 'citoyennes' ou non?

Le mode de travail et les méthodes de management hérités du passé sont de moins en moins adaptés aux turbulences du monde moderne. Nous en sommes tous plus ou moins conscients, mais nous n'allons pas jusqu'au bout de ce constat, par crainte de l'inconnu, par peur de devoir reconnaître que l'avenir est incertain, et que nous ne savons pas trop que faire de cette indétermination. Nous hésitons entre la tentation de l'assistance et celle de l'innocence. Quelles potentialités, mais quelles angoisses aussi devant cette nouvelle ère, postindustrielle, qui fait plus que pointer son nez. Nous aimerions être rassurés, pouvoir nous raccrocher à ceux qui savent, ou qui devraient savoir: les responsables

¹⁰ B. Lemaire, "Entrepreneurs et entreprises du quatrième type...", op. cit.

politiques, syndicaux, religieux, les chefs d'entreprise, les leaders d'opinion, les gourous de toute sorte. François Mitterrand ayant réhabilité l'entreprise, du moins c'est que de nombreux observateurs ont cru observer, on va donc demander à l'entreprise de montrer 'le' chemin, et d'être une 'entreprise citoyenne'. Ce faisant, nous risquons de nous tromper de point de repère, ou de cible.

D'abord parce qu'il n'y a pas un seul type d'entreprise, et qu'elles n'ont pas les mêmes possibilités, ni les mêmes intérêts, à être 'citoyenne'. Ce n'est sûrement pas les grandes entreprises, celles qui sont encore encombrées dans leurs structures hiérarchiques pesantes et engoncées dans leurs certitudes et leurs grandeurs passées, qui peuvent 'manager' leurs collaborateurs en faisant confiance à leurs compétences et à leurs responsabilités. C'est pourtant à elles que l'état dirigiste s'adresse en premier, comme si elles représentaient encore l'avenir de la nation.

Ensuite parce que les petites et moyennes entreprises, celles qui seraient les plus susceptibles et les plus aptes à permettre à leurs collaborateurs d'extérioriser de la façon la plus libre leurs compétences et leurs potentialités n'ont pas les moyens financiers de recruter uniquement pour 'faire plaisir' à l'Etat. Ou alors, c'est par effet d'aubaine, pour profiter des diminutions de charges sociales patronales ou pour toute autre raison d'ordre extra-économique. Lorsqu'une entreprise recrute, c'est parce qu'elle pense avoir besoin de nouveaux collaborateurs. Ce faisant, elle respecte d'ailleurs infiniment plus la dignité de ses nouveaux employés que si ces derniers savent qu'ils sont 'parachutés' dans l'entreprise pour éviter qu'ils ne grossissent les statistiques des demandeurs d'emploi. Les demandeurs d'emploi demandent un emploi, pas la charité. Il est vrai que l'Etat leur autorisant à croire, par ailleurs, qu'ils ont 'droit au travail', ils peuvent légitimement se demander pourquoi personne ne leur en offre: il y a quelque chose de pourri dans notre douce France, aurait pu écrire Shakespeare.

Ensuite aussi parce que l'Etat n'est pas nécessairement bien placé pour donner des leçons de citoyenneté. Qu'est ce en effet qu'une entreprise citoyenne, sinon *une entreprise qui intègre dans ses valeurs, comme principe fondateur, le respect de l'homme et du citoyen, le respect de ses droits et de ses devoirs*, au service de ses clients. Un état citoyen devrait donc être un état qui *intègre dans ses valeurs, comme principe fondateur, le respect de l'homme et du citoyen, le respect de ses droits et de ses devoirs*, au service de ses administrés. Que l'Etat donne l'exemple, plutôt que de déclarer, ou d'imposer (avec les impôts de ses contribuables), " faites ce que je dis, et pas ce que je fais ".

Enfin, et plus important encore, l'Etat, comme toute structure relativement rigide - c'est un simple constat - est nécessairement conservateur, quelle que soit la couleur politique de son gouvernement. Il y a peu d'exemples dans l'histoire d'un Etat (dirigiste ou semi-dirigiste) visionnaire, les pesanteurs du passé sont trop fortes. Nous ne sommes pas aux Etats-Unis, avec un vice-président fêru de nouvelles technologies, mais en France, avec un président qui vient de faire une découverte que ses enfants ou petits enfants auraient pu lui apprendre depuis 15 ou 20 ans: les ordinateurs modernes peuvent se piloter avec une souris. Simple anecdote? Pas si sûr. Certes, avec la ferveur enthousiaste d'un nouveau converti, le président a pu décider 'tous câblés' en l'an 2000, comme le président d'IBM France avait pu, il y a 3 ans, décréter, 'tous en réseau'. Mais ceci illustre davantage le dirigisme colbertiste traditionnel - qui remonte sans doute plus loin encore dans l'histoire, du côté de Louis XI plutôt que de Louis XIV -- qu'une tentative crédible de projeter la France dans le 21ème siècle, celui du temps de l'information. C'est en montrant l'exemple que l'Etat peut se montrer 'citoyen', pas en édictant un règlement de plus. Le souhait présidentiel 'tous câblés', peut sembler aller dans le bon sens, celui de favoriser les interactions et l'accès aux informations. Encore faudrait-il que cette interactivité passe dans les faits, et que cette volonté d'interactivité soit clairement exprimée par des actions concrètes de l'administration vis à vis de ses administrés. A quand un 'forum' électronique sur chaque site Web ministériel - sites fort peu nombreux pour le moment. A quand la possibilité de commenter en direct ou 'en temps pertinent', sur le réseau, chaque proposition de loi, débat animé ou 'modéré' par le responsable de la proposition de loi. Cela pourrait éviter, rêvons un peu, un certain nombre de volte-face du gouvernement et un certain nombre de manifestations 'antidémocratiques' et fort peu 'citoyennes' dans les rues.

De Marx à ... Bill Gates?

L'entreprise moderne, plongée dans cette ère de l'information, dans laquelle Internet ne représente qu'une facette des nouvelles technologies relationnelles, a compris qu'un facteur clé de succès reposait sur une connaissance intime de ses clients, actuels ou futurs. Il serait sûrement de l'intérêt de tous que l'Etat suive cet exemple pour mieux connaître et comprendre ses administrés, ce qui permettrait à la classe politique toute entière de retrouver davantage de crédibilité et de soutien actif auprès des électeurs. Alors, dans ce contexte, l'Etat pourra effectivement faire appel au civisme des 'entreprises citoyennes', en ayant elle aussi traité ses 'clients' comme des individus adultes, responsables car informés et libres.